



Le FFS trouve le soutien chez les partis du pouvoir et non l'opposition

## Le consensus national divise la classe politique

Après 21 rencontres entre formations politiques et organisations de la société civile, le Front des forces socialistes compte observer une halte afin de faire une évaluation des consultations de la première phase du processus de reconstruction du consensus national. Mais au niveau de la classe politique, c'est la division et une partie de l'opposition risque de se retrouver isolée à cause de l'initiative du FFS.

Page 3

La libération des détenus algériens en Irak

## Une "priorité" pour la diplomatie algérienne

Page 3

### Rapatriement des réfugiés subsahariens

# La demi-mesure de Belaïz

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales vient d'annoncer que des mesures ont été prises pour le rapatriement des déplacés nigériens dans leur pays à la demande de leur gouvernement.

Page 2



Le CLA appelle à sauver l'Ecole algérienne

## Journée de protestation aujourd'hui

Page 4



Il se rend aujourd'hui à Oran

## Le Premier ministre reprend les visites de travail

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, reprend aujourd'hui ses visites de travail. Il se rendra aujourd'hui à Oran où il procédera, à l'occasion, à l'inauguration de l'unité de production de véhicules Renault et lancera plusieurs autres projets.

Page 3



Le 350ème anniversaire de la défaite du duc de Beaufort, qui avait tenté, en 1664, à la tête d'un corps expéditionnaire français, d'occuper la ville de Jijel, a été célébré samedi dernier lors d'une conférence organisée au Centre culturel islamique Ahmed-Hamani. L'association 'Gloire à l'histoire et au patrimoine de la wilaya de Jijel a choisi cette date qui coïncide avec la double commémoration du 60ème anniversaire du déclenchement de la Révolution et de la

Il y a 350 ans

## Les Jijeliens chassaient le duc de Beaufort et ses troupes

mort du chahid commandant Roubah Hocine, ancien commissaire politique de la Wilaya II historique, pour rappeler la résistance héroïque des populations de cette région côtière du pays devant ce débarquement décidé par Louis XIV pour établir une base navale permanente. Cette conférence qui a réuni des intellectuels, des étudiants, des lycéens et de nombreux citoyens, a permis au conférencier Abdellatif Sofiane, de l'université d'Oran, de revenir sur la "longue résistance des populations de Jijel face à la colonisation française". Au cours de ce flash-back, l'historien s'est attardé sur les différentes

civilisations qui ont foulé le sol de cette région septentrionale dont l'histoire est bimillénaire. Les résistances toujours "farouches", qui ont eu pour théâtre ce territoire, ont été également passées au peigne fin par l'orateur qui s'est appuyé sur plusieurs sources historiques. Il a notamment rappelé que l'antique Igligili a subi, en 1664, une attaque de grande envergure déclenchée par le roi Louis XIV sous la pression d'un de ses ministres, en l'occurrence Jean-Baptiste Colbert (1619-1683), surtout intéressé par les routes de ses compagnies commerciales d'Afrique.

Page 6



Rapatriement des réfugiés subsahariens

# La demi-mesure de Belaïz

**Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales vient d'annoncer que des mesures ont été prises pour le rapatriement des déplacés nigériens dans leur pays à la demande de leur gouvernement.**



Par M. Aït Chabane

« **T**outes les mesures ont été prises pour le rapatriement des déplacés nigériens dans un cadre fraternel et dans le respect total et la dignité, jusqu'à ce qu'ils regagnent leurs villages et leurs maisons », a déclaré, hier, Tayeb Belaïz, à l'issue de sa rencontre avec le ministre nigérien de l'Intérieur, de la Sécurité publique et des Affaires religieuses, Massaoudou Hassoumi. S'il est vrai cependant que le rapatriement de

ces déplacés soit effectué à la demande du gouvernement nigérien, il n'en demeure pas moins que le sol algérien est devenu la Mecque des réfugiés de toutes nationalités, Maliens, Syriens et autres Subsahariens, leur présence est signalée dans toutes les régions du pays. Aussi louable soit-elle, la mesure que vient d'annoncer le ministre de l'Intérieur semble insuffisante par rapport aux attentes des citoyens et à l'intérêt économique, social et politique de l'Algérie. En effet, les pouvoirs publics gagneraient à contrôler au mieux ces

et arabes qui font de l'Algérie leur destination fétiche, fuyant pour la plupart les conflits armés et la menace de mort et de famine dans leurs pays d'origine. Il appartient en

d'autres termes aux pouvoirs publics de faire face à ce phénomène avec plus d'objectivité et de rigueur à même de prémunir le pays des dangers qui le guettent et sécuriser au

mieux le flux des migrants le long de nos frontières terrestres. Néanmoins, la dimension humaine devrait également être de mise, en réservant un comportement digne et honorable dans le traitement du phénomène. S'il est vrai que les pouvoirs publics avaient été très compréhensifs lors de la réception des premières vagues de réfugiés syriens dans le pays, il devient à présent urgent de gérer les autres flux de migrants subsahariens. Une prise en charge efficace s'impose en effet à l'approche de la saison hivernale en leur assurant une protection, un toit, une nourriture saine et une hygiène de vie minimale. Les associations et autres organisations de la société civile avaient déjà tiré la sonnette d'alarme sur l'ampleur de ce phénomène, à commencer par la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (Cncppdh). Des citoyens se sont même rassemblés devant la wilaya de Béjaïa pour réclamer la prise en charge de ces migrants subsahariens, jusque-là dépendants de la charité des Algériens. Autrement dit, la décision de rapatrier des ressortissants nigériens en séjour illégal dans le pays s'avère juste un petit remède pour un mal autrement plus profond. Sur le plan de santé publique, les dangers sont multiples, car les migrants subsahariens pourraient être de potentiels détenteurs de maladies infectieuses à l'instar du virus Ebola qui fait des ravages en Afrique de l'Ouest. Le nombre important de ces ressortissants africains en séjour illégal dans le pays rend la solution de plus en plus difficile si des mesures courageuses et concrètes ne venaient à être mises en place. **M.A.C.**

Le Conseil de la nation

## Début d'examen du projet de la loi de finances 2015

Le Conseil de la nation entamera aujourd'hui, en séance plénière, l'examen et le débat du projet de la loi de finances 2015, adopté récemment par l'Assemblée populaire nationale (APN), indique un communiqué du conseil. "Le Conseil de la nation reprendra ses travaux en séances plénières à partir d'aujourd'hui à 9h30, consacrés à l'examen du projet de la loi de finances 2015", a ajouté le communiqué. **R. N.**

REGARDS  
Par Ahmed Halfaoui

# Syrie : le début de la fin des conjectures

**L**es analystes de la Syrie de tous bords, ceux de la propagande atlantiste qui vendaient la " *démocratisation* ", version " *printemps* " dit arabe, et ceux qui voyaient une " *révolution populaire* ", voire une " *lutte des classes* ", sont désormais bien attrapés. Pour les premiers, ils ne perdent pas la face, puisque leur métier prévoit non seulement de se tromper mais d'être défaits sur le champ de bataille. De ce fait, ils n'ont qu'à ramasser leurs tréteaux et à attendre d'être appelés ailleurs, puisqu'ils étaient payés pour tromper et non pour éclairer l'opinion publique. Pour les seconds, qui sont censés produire de l'intelligence et de la compréhension, le coup est plus dur. Le prix de leurs turpitudes est une faillite intellectuelle rédhibitoire. C'est le cas de cette " *extrême-gauche* ", au marxisme approximatif, principalement française, qui, depuis le début de l'opération printanière de l'OTAN, s'est mobilisée comme jamais pour soutenir la " *révolution* " en Libye d'abord, en Syrie ensuite. Ses maîtres à penser furent même courus par la grande presse et ne se

sentaient plus d'être sollicités, pour leurs " *savantes* " envolées sur un peuple en armes, face à un tyran chancelant. Ils ont auront, en retour, pour leurs arguties. Les Syriens, eux, savent pour leur écrasante majorité de quoi ils retournaient. Qu'ils soient pour ou contre le pouvoir qui les gouverne de père en fils, ils ont compris d'où venait le vent. Peut-être y a-t-il eu, au départ, des révoltés qui ont cru le moment venu d'en découdre et qui se sont trouvés rapidement pris dans un tourbillon où ils ne se reconnaissaient pas. Mais la machine de déstabilisation était lancée. Des " *représentants légitimes* " sont désignés et la diplomatie occidentale est montée au front. Il n'y en avait plus que pour quelques semaines, tout au plus, pour que l'Etat national syrien tombe dans l'escarcelle. Nicolas Sarkozy pouvait, à l'époque, annoncer que le suivant sur la liste était l'Algérie. Aujourd'hui, il est avéré que les Syriens sont victimes d'une formidable machination. La fameuse " *Coalisation* ", censée les " *représenter* ", n'existe même pas au sein de ceux qui, par centaines de mil-

liers, ont fuit les violences. Pas plus que cette " *Armée syrienne libre (ALS)* " qui brillait par son absence au Liban et en Jordanie, pays frontaliers, où une démonstration impressionnante de fidélité au pays s'est produite. Le vote massif des émigrés et des réfugiés est une preuve, sans appel, qu'il n'y a pas d'autre solution que celle de faire cesser l'entreprise de destruction de la Syrie. La réponse est cinglante et l'interdiction du scrutin en France et ailleurs, n'aura servi qu'à démasquer le peu de cas qui est fait de l'opinion des Syriens, quand elle n'est pas jugée indésirable. Lorsqu'il était attendu que soit permis d'apprécier le poids des " *révolutionnaires* " au sein de cette opinion. De son côté, perché on ne sait où, le chef de la fantomatique ASL a appelé les Syriens à boycotter l'élection présidentielle du 3 juin. Est-il convaincu d'être suivi ? Rien n'est moins sûr. Il faudrait qu'il réussisse, en première instance, à s'imposer aux dizaines de milliers de djihadistes, sur ce qui lui reste comme terrain à défendre. **A.H.**

Le FFS trouve le soutien chez les partis du pouvoir et non l'opposition

# Le consensus national divise la classe politique

Après 21 rencontres entre formations politiques et organisations de la société civile, le Front des forces socialistes compte observer une halte afin de faire une évaluation des consultations de la première phase du processus de reconstruction du consensus national. Mais au niveau de la classe politique, c'est la division et une partie de l'opposition risque de se retrouver isolée à cause de l'initiative du FFS.



Par Nacera Bechar

Lancées fin octobre dernier, le vieux parti de l'opposition a tenu déjà 21 rencontres en attendant de passer à une deuxième étape qui permettra d'élaborer une matrice du consensus national selon son premier secrétaire national, Mohamed Nebbou.

Après 21 rencontres entre formations politiques et organisations de la société civile, le Front des forces socialistes compte observer

une halte afin de faire une évaluation des consultations de la première phase du processus de reconstruction du consensus national. Mais au niveau de la classe politique, c'est la division et une partie de l'opposition risque de se retrouver isolée à cause de l'initiative du FFS.

Ainsi, le plus vieux parti de l'opposition trouve le soutien pour son consensus national chez les partis du pouvoir et non chez l'opposition, une situation qui semble bizarre, mais c'est une réalité à

laquelle fait face le FFS fondé par le moudjahid Hocine Aït Ahmed. Aujourd'hui ce grand homme s'est retiré de la gestion des affaires du parti qui est présidée par une présidence collégiale et qui entre dans le jeu politique avec une feuille blanche offerte pour tout le monde avec toutes les différences. Cependant, ceux qui avaient boycotté les consultations de Ahmed Ouyahia relatives à la révision de la Constitution disent non au FFS. Ce sont les partisans d'une transition en Algérie qui sont regroupés

dans le cadre de la coordination pour les libertés et la transition démocratique. Il s'agit, notamment du MSP, Ennahda, El Adala, jil Jadid, le RCD et Ahmed Benbitour alors que Ali Benflis pose la question de la légitimité des institutions, dont le président de la République.

Du côté des partis du pouvoir, c'est une vraie mobilisation qui se fait autour de l'initiative du FFS et même les jeunes partis, dont le Front des forces socialistes (FFS) se dit "optimiste" quant à l'aboutissement de son projet de reconstruction d'un consensus national.

Le premier parti qui a affiché son soutien au FFS, est le FLN, d'ailleurs, c'est le premier à avoir été consulté. Si le vieux parti dit oui au plus vieux parti de l'opposition, ça ne peut pas être pour rien et des interrogations se posent sur ce qu'il y a derrière, sachant que des rumeurs commencent à circuler sur un remaniement ministériel qui intégrerait des partis dont le FFS et le PT.

Pour sa part, le RND qui avait rejeté au début toute initiative qui ne vient pas du pouvoir semble se ressaisir et demande une deuxième rencontre avec les représentants du Front des forces socialistes. Le parti de Amar Ghoul, le Taj dit oui aussi à l'initiative du FFS.

Du côté du PT, Louisa Hanoune appelle toujours à la concrétisation des réformes politiques et la révision de la Constitution.

Le président du Front du changement (FC), Abdelmadjid Menasra a souligné, samedi dernier à Alger, la nécessité de consacrer les voies du dialogue et les mécanismes d'entente entre les différentes parties afin d'opérer une véritable transition démocratique. "Pouvoir, opposition et société civile doivent se réunir autour d'une même table afin d'engager un dialogue large et sérieux en faveur de la concrétisation de la transition démocratique", a indiqué ce responsable.

N. B.

Il se rend aujourd'hui à Oran

## Le Premier ministre reprend les visites de travail

Par Sofiane Aït Mohamed

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, reprend aujourd'hui ses visites de travail. Il se rendra aujourd'hui à Oran où il procédera, à l'occasion, à l'inauguration de l'unité de production de véhicules Renault et lancera plusieurs autres projets.

"Le Premier ministre effectuera aujourd'hui, une visite de travail dans la wilaya d'Oran, au cours de laquelle il examinera l'état d'exécution et d'avancement du programme de développement dans cette wilaya", a, en effet, indiqué hier, un communiqué des services du Premier ministre. Cette visite qui s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre et du suivi du programme du président de la République, permettra d'examiner l'état d'exécution et d'avancement du programme de développement dans cette wilaya, a-t-on précisé. Ainsi, le Premier ministre qui sera accompagné lors de cette visite, d'une importante délégation ministériel-

le, procédera à l'inauguration et au lancement de plusieurs importants projets et réalisations à caractère économique et social, notamment l'unité de production de véhicules en Algérie, trois complexes pétrochimiques et gaziers ainsi que la mégastation de dessalement d'eau de mer d'El Mactaâ à Béthioua, a-t-on encore ajouté. L'usine automobile Renault Algérie à Oued Tlilat d'où sortira le premier véhicule made in Algeria, une Symbol, emploie, selon les responsables locaux, une forte main-d'œuvre algérienne dont des ingénieurs et techniciens ayant reçu une formation. Cette usine qui traduit un véritable transfert technologique aura un impact positif sur la vocation industrielle et touristique d'Oran, qui se voit en plus disposer d'un réseau de sous-traitants algériens activant dans le cadre du partenariat. Dotée d'une capacité initiale de production de 25 000 unités/an, l'usine

Renault d'Oued Tlilat (Oran), qui sera inaugurée aujourd'hui, compte atteindre 75 000 uni-

tés/an dans une deuxième étape et qui vise un taux d'intégration national de 35%. Selon le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, le coût du véhicule sera inférieur à celui importé. "Je ne peux pas fixer le prix de cette voiture, mais en comparaison avec une voiture importée présentant les mêmes qualités, on aura un prix inférieur", a avancé M. Bouchouareb, lors d'un point de presse à l'issue de la conférence sur le développement économique et social. S'agissant de la station de dessalement d'eau de mer d'El Mactaâ, elle est d'une capacité de production de 500 000 m<sup>3</sup>/jour dont 250 000 m<sup>3</sup>/j réservés aux besoins de la wilaya d'Oran. Ce volume permettra à la wilaya de s'autosuffire et de s'en passer des apports d'eau potable d'autres wilayas. La wilaya sera "exportatrice" de cette denrée vers les wilayas limitrophes, selon le wali de la deuxième ville du pays, Abdelghani Zaâlâne.

S. A. M.

La libération des détenus algériens en Irak

## Une "priorité" pour la diplomatie algérienne

La libération des ressortissants algériens détenus en Irak, constitue une "priorité" pour la diplomatie algérienne et figure "en bonne place" à l'ordre du jour des discussions algéro-irakiennes à "différents niveaux", a affirmé le porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Interrogé par l'APS au sujet des détenus algériens en Irak, M. Abdelaziz Benali Chérif a indiqué que conformément à la mission de la diplomatie algérienne qui consiste à veiller à la protection des ressortissants algériens, ce dossier constitue pour elle "une priorité" et a "toujours figuré en bonne place à l'ordre du jour des discussions à différents niveaux avec le partenaire irakien".

Les allégations selon lesquelles les autorités algériennes "tournent le dos et sont inertes devant la situation de ces ressortissants", sont "dénuées de tout fondement et je les démens d'une façon catégorique et les considère comme injustes et inutilement alarmistes", a précisé le porte-parole, soulignant que "grâce aux efforts constants auprès des autorités irakiennes, quatre des 11 détenus ont été libérés, les deux derniers l'ont été à l'occasion de la visite du ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, à Bagdad, en janvier 2014, et sont rentrés avec lui en Algérie".

"Les démarches se poursuivent avec la même détermination pour la libération rapide des détenus restants. L'ambassadeur d'Algérie à Bagdad et des personnalités gouvernementales et diplomatiques irakiennes travaillent patiemment à rendre possible le retour en Algérie des ressortissants en question, en frayant à cette solution un chemin dans la situation juridique complexe qui est la leur en raison, notamment des peines prononcées pour des chefs d'accusation liés ou assimilés au terrorisme", a ajouté la même source.

"Les efforts diplomatiques, toujours en cours, nécessitant pour ce type d'affaires délicates, la discrétion et la persévérance pour des remises de peine ou une grâce présidentielle, sont entrepris dans le cadre du respect de la souveraineté de l'Irak et de la fraternité algéro-irakienne", a-t-il conclu.

R. N.

Le CLA appelle à sauver l'Ecole algérienne

# Journée de protestation aujourd'hui

**Alarmé par la situation de l'école algérienne, le Conseil des lycées d'Algérie (CLA) appelle la famille éducative, parents, élèves, syndicats, société civile et l'ensemble des intervenants dans le secteur à une journée de colère aujourd'hui, devant l'annexe du ministère de l'Education nationale au Ruisseau, en signe de protestation**



Par Louiza Ait Ramdane

**D**ans un communiqué rendu public, le CLA a appelé l'ensemble des intervenants du secteur de l'éducation à faire front commun pour la réussite de cette nouvelle manifestation de colère prévue pour aujourd'hui. Le conseil des lycées d'Algérie espère, à cet effet, l'adhésion des organisations représentant les différentes catégories de la société. Il demande également aux organisations féminines, celles de défense des droits de l'homme de s'y impliquer pour lutter contre "le phénomène de harcèlement sexuel", qui touche à la dignité de l'enseignant. Ainsi, le syndicat exhorte les parents d'élèves, les syndicats de l'éducation ainsi que l'ensemble de la société civile à le soutenir dans son action d'aujourd'hui. "Notre message est qu'après le 10 novembre 2014, l'école publique de qualité ne sera pas un rêve", parient les rédacteurs du communiqué.

Pour le CLA, il est plus que jamais "nécessaire de mobiliser

tout le monde pour protéger l'école publique et garantir l'égalité des chances à tous les enfants de l'Algérie".

Dans le même document, le syndicat qui dit vouloir opérer une "réforme de la réforme" estime que "le sauvetage de l'Ecole algérienne" est une responsabilité nationale et ne doit pas reposer uniquement sur une partie ou un secteur. " Notre nationalisme et notre sentiment des dangers qui nous guettent tous sont suffisants pour lancer ce SOS afin de sortir notre école de sa sinistre situation", indique le CLA qui a brossé un tableau noir de l'état de l'Ecole algérienne. Le CLA se plaint des mauvaises conditions de scolarisation (anarchie, insalubrité des établissements, manque d'activités sportives...). Le syndicat déplore notamment la surcharge des classes et la "pagaille" qui y règne. Une école "devenue une crèche beaucoup plus qu'un lieu d'enseignement" censé "produire des compétences", regrette-t-il.

Le CLA pointe également du doigt une "absence de stratégie de gestion du secteur, un

démantèlement de l'enseignement technique et la faiblesse de l'encadrement administratif et pédagogique à un degré jamais atteint. Ce qui a permis, selon les rédacteurs du communiqué, de mettre en place " le système de recrutement de contrat et la politique du bricolage ".

Le syndicat autonome rappelle "le manque d'enseignants, le tribalisme et le régionalisme dans la gestion du secteur. Autre phénomène dénoncé par le syndicat : la violence qui gangrène nos préaux et le "harcèlement sexuel et ses conséquences dangereuses en milieu scolaire", ainsi que le manque de sécurité autour et à l'intérieur des établissements scolaires.

Au terme de son réquisitoire, le Conseil des lycées d'Algérie, évoque jusqu'à présent, près de deux mois après la rentrée scolaire, les inscriptions ne sont pas encore terminées. Le CLA dénonce la tutelle qui "traîne à apporter des solutions concrètes" et lui reproche sa politique de "fuite en avant", en faisant dans la "diversion" et en "rejetant la responsabilité sur

l'autre".

Aussi, il s'élève contre "les déclarations contradictoires du département de l'Education nationale" concernant le recrutement des enseignants, la réception des infrastructures, la généralisation de l'enseignement de tamazight et autres, ainsi que "la légèreté donnée au dialogue avec les partenaires sociaux". Il accuse aussi la tutelle de faire passer des statuts et des lois portant des graines empoisonnantes pour le secteur.

Pour conclure, le Conseil des lycées appelle la société civile, en général, à agir et demande au responsable du secteur ainsi qu'au gouvernement en place d'assumer les conséquences de toute l'anarchie qui règne dans l'Ecole algérienne. " La question de l'éducation est la préoccupation de tous les Algériens et concerne l'avenir du pays et c'est pour cela que nous sommes tous invités à la défense de l'école publique et au droit de nos enfants à une éducation de qualité et gratuite ", suggère-t-il.

L. A. R.

## Affaire Benyoucef Mellouk Le procès en appel reporté au 28 décembre

Par Rachid Chihab

Le procès en appel qui oppose le moudjahid Benyoucef Mellouk à certaines familles qui s'estiment diffamées par ce dernier a été reporté au 28 décembre prochain. Le juge à la cour d'Alger a prononcé le report suite à la demande des adversaires de Mellouk. Devant le siège de la cour, des dizaines de personnes issues des mouvements politiques et des organisations de défense des droits de l'homme dont Amira Bouraoui se sont rassemblées pour porter leur soutien à cet ancien fonctionnaire du ministère de la Justice. Devant le juge qui a annoncé le report, il criait : " C'est l'histoire d'un peuple ! C'est une cause nationale et j'ai toutes les preuves de ces magistrats faussaires et de ces faux moudjahidine", a-t-il dit au juge avec audace. Entouré de citoyens qui étaient venus le soutenir, il criait à la justice et à la face de ce juge que ce n'est pas lui qui devrait être sur le banc des accusés, mais tous " ces faux moudjahidine qui ont trahi l'histoire d'un pays et de ses martyrs". S'adressant, les larmes aux yeux, à ces personnes venues le soutenir : " Ceci est votre histoire, ceci est votre pays". Il quitte la cour d'Alger pour y retourner le 28 décembre prochain. Il a promis de ne pas se laisser faire et de continuer ce qu'il appelle " le combat pour la vérité et la justice". Il dira : "Je me suis sacrifié pendant 22 ans pour faire connaître la vérité. C'est mon devoir, car un peuple sans histoire n'est plus un peuple. J'ai fait l'objet de quatre arrestations, en 1992, 1997, 1999 et 2008, et je suis passé par la prison de Serkadji et celle d'El Harrach, sans oublier mon passage dans les tribunaux, tout cela parce que j'ai touché au régime". D'après son récit, son histoire avec ce dossier remonte à l'après-coup d'État de 1965, lorsqu'il était inspecteur général des affaires sociales au ministère des Moudjahidine, une période qui a vu la promulgation de "textes nouveaux", dont le fameux "décret présidentiel de 1970, invitant à nettoyer dans les rangs de l'administration judiciaire".

R. C.

Face à la menace de catastrophes

# Vers la mise en place de conseillers aux risques majeurs

**L**a mise en place de conseillers aux risques majeurs dans chaque commune a été vivement recommandée par les participants aux Journées scientifiques de l'ingénierie du risque, ouvertes samedi dernier à Oran.

"Il faut aujourd'hui un conseiller aux risques auprès des collectivités parmi les ingénieurs formés sur les techniques de gestion des risques", a suggéré le président de l'Assemblée populaire de la wilaya d'Oran, lors de cette rencontre en présence du wali d'Oran et du consul général de France à Oran.

Cette proposition peut être envisagée avec l'université des sciences et technologies d'Oran

Mohamed-Boudiaf qui entend former des cadres dans ce domaine pour des universités et des entreprises en partenariat avec l'Ecole internationale des sciences et technologies de l'information de France, afin de prendre le relais, a indiqué M. Abdelhak Kazi Tani.

"Il faut capitaliser les expériences pour prendre en main chaque action prise dans le cadre de la construction métropolitaine de la nouvelle ville d'Oran", a souligné, pour sa part, le wali d'Oran, Abdelghani Zaâlane, invitant les scientifiques à intégrer tous les aspects techniques et scientifiques pour appuyer et aider à la décision des élus et des institutions.

"Un projet doit s'évaluer par son

analyse aux risques majeurs", a-t-il déclaré à l'adresse de l'assistance formée d'académiciens, de praticiens et de gestionnaires, rappelant qu'Oran est située sur une zone tectonique et abrite le plus grand complexe pétrochimique du pays.

La rectrice de l'Usto, Aïcha Dardour, a appelé à renforcer l'apprentissage et la professionnalisation à travers les parcours de Master dans le but de compléter la formation initiale universitaire, estimant que "la performance technique n'a de sens que si elle arrive à anticiper et prévenir les risques et catastrophes".

Mme Dardour a appelé, dans ce contexte, à asseoir une politique de

prévention et de protection des personnes, de l'environnement et des biens ainsi qu'une stratégie publique de défense civile.

Le responsable scientifique Master génie du risque à la faculté de chimie et président du conseil scientifique de l'Institut de formation et recherche sur l'environnement informationnel "Ifrei" (Paris France), Aziz Belkhatir, a appelé, quant à lui, à "agir à l'échelle locale afin de rendre notre territoire plus sûr, plus adapté, plus préparé à la présence du risque".

"Le défi consiste à développer les différents champs de l'innovation technologique, économique, sociale, juridique et institutionnelle en intégrant la composante du

risque en tant que système global, garante de la sécurité, la performance et la durabilité des produits, des procédés mis en oeuvre", a-t-il estimé.

Une dizaine de thèmes sont au programme de cette rencontre de deux jours, organisée en association avec le Laboratoire de modélisation et d'optimisation des systèmes industriels (Lamos) de l'Usto Mohamed-Boudiaf et l'Institut Ifrei (France), abordant, entre autres, "les déterminants environnementaux et leurs impacts sur la santé en Algérie", "le risque chimique : prévention et protection des tiers" et "la vulnérabilité urbaine, élément de risque dans les villes d'Algérie".

R. N.

Usine Renault Algérie

# Plus de 100 sous-traitants potentiels identifiés

Un nombre de 113 entreprises spécialisées dans le domaine de la sous-traitance mécanique sont identifiées pour accompagner l'usine de montage de véhicules Renault d'Oued Tlélat (Oran) qui sera inaugurée aujourd'hui, a indiqué à l'APS, le directeur général de la Bourse algérienne de la sous-traitance et de partenariat (Bastp), Aziouez



## Une société algéro-turque pour fabriquer des sièges auto

Selon M. Laïb, une entreprise privée algérienne, qui a été retenue pour fournir des composants en plastique à l'assemblage des voitures Renault, a déjà commencé à approvisionner l'usine et ses composants sont intégrés dans une partie des voitures Renault montées.

A ce propos, il a fait savoir que ce même sous-traitant algérien devrait procéder prochainement à la création d'une société mixte avec un partenaire turc pour la fabrication de sièges auto pour l'usine Renault d'Oran.

Trois autres sous-traitants sont en cours d'évaluation finale pour être éventuellement retenus afin de fournir à l'usine les faisceaux électriques, les accumulateurs pour batteries et les tuyaux d'échappement.

Le ministère de l'Industrie et des Mines a établi une liste de 18 produits (pièces de rechange et autres composants) devant être fabriqués localement dans le cadre de l'approvisionnement de l'usine Renault, rappelle-t-on.

Quant à la qualité des pièces de rechange et des autres composants fabriquées localement, M. Laïb observe qu'il reste encore beaucoup à faire pour améliorer la qualité de ces produits et les adapter aux standards internationaux.

Il rappelle, dans ce sens, qu'un projet de loi sur la sous-traitance est en cours de préparation au niveau du gouvernement qui veille à faire participer les différents acteurs dans son élaboration.

"Les autorités publiques ont décidé de tisser un réseau national de sous-traitance devant accompagner les projets d'envergure lancés avec des partenaires étrangers", poursuit-il. Il s'agit, entre autres, du projet en partenariat avec le constructeur allemand Daimler/Mercedes-Benz et le groupe émirati Aabar Investment pour la production de 15 000 autocars, bus et camions à Rouiba (Alger), le projet de construction de véhicules utilitaires d'une capacité de 8 000 unités/an à Ain Bouchkif (Tiaret) ainsi que celui d'une unité de production de 25 000 moteurs à Oued Hamimine (Constantine).

Le secteur industriel compte actuellement quelque 1 000 entreprises de sous-traitance formées de PME et des micro-entreprises.

R. E.

**C**es sous-traitants potentiels doivent fournir une partie des différents composants mécaniques, métalliques et autres à l'usine d'Oran de la marque française.

Selon lui, depuis la création de la société Renault Algérie Production (RAP), en janvier 2013, une opération de constitution d'un réseau national de sous-traitance devant accompagner cette usine a été engagée par les différents partenaires du projet.

Il explique, cependant, que si ces 113 entreprises nationales ont les capacités et le savoir-faire pour fabriquer des composants pour l'industrie automobile et spécialement pour l'usine Renault, elles ont, toutefois, besoin de formation. Ces sociétés sont spécialisées dans les industries mécaniques,

métalliques et métallurgiques (Immm), le caoutchouc et plastique, mais très peu dans le textile.

"Plusieurs de ces entreprises ont une expérience dans la fabrication de composants pour les industries mécaniques déjà existants à travers, notamment les usines de la Snyi pour les véhicules industriels", fait-il savoir.

Selon lui, il suffit juste d'accompagner ces sous-traitants à travers une formation adaptée afin qu'ils puissent se lancer dans un nouveau segment de produits qui est celui des pièces pour l'industrie automobile (véhicules légers).

Les pouvoirs publics accordent, dans ce sens, divers avantages à ce type d'entreprises de sous-traitance en les priorisant sur

d'autres, notamment en matière d'accès au foncier et d'accompagnement.

Ainsi, la société RAP, qui a bénéficié d'une assiette de 151 ha pour cet investissement, a réservé, non seulement quelque 20 ha au profit des PME sous-traitantes mais prend en charge aussi la réalisation des installations et des aménagements de ces espaces pour qu'ils leur soient loués et leur permettre de mener leurs activités à proximité du site tout en bénéficiant de prix de location attractifs.

Pour le premier responsable de la Bastp, au bout de trois ou quatre ans, la sous-traitance locale va permettre d'aller au-delà de 30% du taux d'intégration de la voiture Renault Algérie.

## Importations de véhicules

# Une baisse de 20% de la facture attendue

**L**a facture des importations algériennes de véhicules devrait connaître un recul de plus de 20% en 2014, confirmant une baisse des ventes amorcée dès la mi-2013 après une hausse exceptionnelle durant l'année d'auparavant.

Ainsi, les importations des voitures ont atteint 4,14 milliards de dollars (mds/usd) durant les neuf premiers mois de 2014, contre 5,42 mds/usd à la même période en 2013, enregistrant une chute de près de 24%, selon les Douanes algériennes qui prévoient une chute de plus de 20% pour toute l'année 2014.

Le nombre de véhicules importés a reculé de plus de 26% en passant de 439 282 unités durant les neuf premiers mois de 2013 à 324 681 voitures de la même période de 2014, précise à l'APS le Centre national de l'informatique et des statistiques douanières (Cnis).

Après une année 2012 exceptionnelle durant laquelle les importations des véhicules ont atteint

près de sept mds/usd pour un nombre de plus de 600 000 voitures, les Douanes prévoient la poursuite du recul des importations de plus de 20% en valeur durant 2014 contre une baisse de près de 7% l'année d'avant.

Cette baisse avait commencé en 2013 durant laquelle les importations des voitures avaient été estimées à 6,35 mds/usd contre 6,83 mds/usd en 2012.

En quantité, le nombre était passé de 605 312 véhicules durant 2012 à 554 269 en 2013, soit une baisse de près de 9%, selon la même source.

Cette baisse s'explique essentiellement par une chute de la demande sur les véhicules du fait de l'orientation des dépenses des ménages vers l'habitat, notamment et des mesures prises par le gouvernement pour assainir le marché de l'automobile.

En effet, depuis 2013, les pouvoirs publics ont répondu favorablement à la demande de milliers de souscripteurs au programme

de logement de type location-vente de l'Agence de l'amélioration et du développement du logement (Aadl).

Selon un responsable des Douanes, "les ménages orientent de plus en plus leur épargne vers d'autres priorités dont essentiellement le logement avec les réponses favorables aux demandeurs de logement des différents programmes de l'Aadl".

Ce recul des importations des véhicules s'explique aussi par les mesures prises par les pouvoirs publics pour assainir le marché de l'automobile.

Selon M. Abbès Kaci, consultant international, "la chute de la demande s'est ajoutée à un niveau important des stocks et à la préférence des dépenses des ménages à l'immobilier".

Pour les professionnels du secteur, le marché de l'automobile s'oriente, désormais, vers une baisse continue et cette tendance se poursuit sur l'année 2014.

D'ailleurs, l'Association des

concessionnaires automobiles algériens (AC2A) admet que cette situation est difficile pour ses membres qui sont confrontés à une baisse sensible de la demande conjuguée à un niveau des stocks important.

Ce qui les a incités à multiplier les offres pour attirer la clientèle potentielle telles que les importantes remises proposées et la livraison immédiate des véhicules et d'autres services annexes.

Le volume du marché national de l'automobile, qui été de l'ordre de 420 000 unités pour l'année 2013, sera moins important pour cette année durant laquelle les ventes automobiles ont chuté, estime l'Association.

Par ailleurs, cette nouvelle donne a été constatée suite à la décision du gouvernement d'assainir définitivement le marché de l'automobile et de rationaliser les importations afin de mettre fin à l'anarchie et aux incohérences qui le caractérisent depuis 2007.

Dans le but de réorganiser le

marché national du véhicule neuf, le ministère des Finances avait décidé d'introduire plusieurs mesures dans la loi de finances 2014 portant notamment sur la limitation de l'importation des véhicules aux concessionnaires automobiles, l'interdiction à ces derniers d'importer pour le compte d'autres concessionnaires en dehors de leurs réseaux de distribution et l'obligation d'installer une activité industrielle ou de service dans un délai de trois ans qui suivent leur installation sur le marché national.

Cette tendance baissière est appelée à se poursuivre dans l'avenir, notamment avec l'entrée en production de la nouvelle usine Renault d'Oued Tlélat (Oran), qui sera inaugurée aujourd'hui.

Cette usine est dotée d'une capacité initiale de production de 25 000 unités/an, et compte atteindre 75 000 unités/an dans une deuxième étape.

R. E.

Il y a 350 ans

# Les Jijeliens chassaient le duc de Beaufort et ses troupes

Le 350<sup>ème</sup> anniversaire de la défaite du duc de Beaufort, qui avait tenté, en 1664, à la tête d'un corps expéditionnaire français, d'occuper la ville de Jijel, a été célébré samedi dernier lors d'une conférence organisée au Centre culturel islamique Ahmed-Hamani.



Forum Alg

L'association 'Gloire à l'histoire et au patrimoine' de la wilaya de Jijel a choisi cette date qui coïncide avec la double commémoration du 60<sup>ème</sup> anniversaire du déclenchement de la Révolution et de la mort du chahid commandant Rouibah Hocine, ancien commissaire politique de la Wilaya II historique, pour rappeler la résistance héroïque des populations de cette région côtière du pays devant ce débarquement décidé par Louis XIV pour établir une base navale permanente.

Cette conférence qui a réuni des intellectuels, des étudiants, des lycéens et de nombreux citoyens, a permis au conférencier Abdelatif Sofiane, de l'université d'Oran, de revenir sur la "longue résistance des populations de Jijel face à la colonisation française".

Au cours de ce flash-back, l'historien s'est attardé sur les différentes civilisations qui ont foulé le sol de cette région septentrionale dont l'histoire est bimillénaire.

Les résistances toujours "farouches", qui ont eu pour théâtre ce territoire, ont été également passées au peigne fin par l'orateur qui s'est appuyé sur plusieurs sources historiques.

Il a notamment rappelé que l'antique Igilili a subi, en 1664, une attaque de grande envergure déclenchée par le roi Louis XIV sous la pression d'un de ses ministres, en l'occurrence Jean-Baptiste Colbert (1619-1683), surtout intéressé par les routes de ses compagnies commerciales d'Afrique. Un puissant corps expéditionnaire commandé par François de Bourbon-Vendôme, 2<sup>ème</sup> duc de Beaufort, fut débarqué à Jijel par l'amiral Duquesne, le 23 juillet 1664, près du lieudit Sidi-Amar. Cette occupation n'a eu qu'une durée éphémère grâce à la forte résistance des populations locales.

Après trois mois d'escarmouches, le corps expéditionnaire est défait le 31 octobre 1664 par les habitants, assistés des

janissaires du dey d'Alger, arrivés tardivement sur les lieux. Après cette cinglante défaite et le retour précipité en France de ce qui resta du corps expéditionnaire, la ville de Toulon, frappée par la peste, n'a pu accueillir les rescapés de la marine royale, expédiés par la suite en quarantaine vers les villes avoisinantes.

En fait, a assuré le conférencier, le prétexte de cette maladie n'était qu'une manière de détourner l'attention des populations sur la cuisante défaite essuyée à Jijel par les troupes françaises.

Chargé d'hommes et en mauvais état, un des navires, nommé *La lune*, s'est brisé en deux et coulé avec ses hommes à l'extrémité de la rade de Toulon.

L'épave du bateau, remarquablement conservée, sera retrouvée en 1993, par hasard, au large de cette ville du sud de la France.

Le conférencier a estimé que la prise de Jijel, avortée grâce aux populations locales et aux renforts envoyés d'Alger par

l'Agha Chaâbane, était un prélude et le point de départ de la colonisation de toute l'Algérie.

Ironie du sort, destins croisés ou coïncidence du cours de l'histoire? Jijel est attaquée en juillet et libérée le 1<sup>er</sup> novembre 1664, alors que près de trois siècles plus tard, l'Algérie lançait sa guerre de Libération le 1<sup>er</sup> Novembre 1954 pour arracher son indépendance le 5 Juillet 1962, a relevé M. Sofiane.

Le Pr. Abdelatif Sofiane a insisté, avant de conclure sa communication, sur "la nécessité d'écrire l'histoire du pays pour ne pas dépendre uniquement d'ouvrages, d'écrits, de preuves ou de sources provenant de l'autre côté de la Méditerranée".

Ces sources, a-t-il estimé, sont généralement des "prismes déformants" de la réalité de la bravoure d'un peuple qui a "toujours su et pu s'opposer farouchement à des tentatives ou des campagnes d'occupation de son sol".

R. H.

## Révolution algérienne Abadou insiste sur le recueil de témoignages auprès des moudjahidine

Le secrétaire général de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM) a appelé, samedi dernier à Biskra, les moudjahidine à délivrer leurs témoignages sur la Révolution pour contribuer à l'écriture de l'histoire de la guerre de Libération nationale (1954-1962).

Intervenant à l'occasion de la commémoration du cinquante-neufième de la mort du colonel Mohamed Chaâbani, commandant de la Wilaya VI historique, M. Abadou a estimé qu'il est du "devoir" des moudjahidine de témoigner devant les jeunes générations des expériences qu'ils ont vécues durant la lutte armée, même si, a-t-il souligné, la rédaction de cette histoire reste "foncièrement du ressort des historiens".

Le secrétaire général de l'ONM, affirmant avoir été un "compagnon d'armes" du colonel Chaâbani, a indiqué que ce dernier fut "un intellectuel et un homme de principes qui privilégiait la direction par la concertation".

M. Abadou a, par ailleurs, fait état d'un projet de rédaction, par un groupe de moudjahidine, d'un ouvrage biographique dédié à plusieurs figures de la glorieuse Révolution, dont Si El Haouès et le colonel Chaâbani.

Né le 4 septembre 1934 au village d'Oumèche (20 km au sud de Biskra), Mohamed Chaâbani a fait ses premières études dans son village natal avant de rejoindre l'institut Ibn Badis à Constantine. Il a rejoint, dès 1954, les maquis de la Révolution où il occupa rapidement plusieurs responsabilités avant de devenir commandant de la Wilaya VI historique.

Lors de sa visite à Biskra, en 2009, le président Abdelaziz Bouteflika avait baptisé le Musée régional de la Wilaya VI historique du nom du colonel Mohamed Chaâbani, a-t-on indiqué lors de cette rencontre organisée dans la salle de conférences du musée à l'initiative de l'association Khaldounia pour les études et les recherches historiques, avec le concours du secrétariat de wilaya de l'ONM et la direction des moudjahidine.

R. H.

Pour développer la langue

## Encourager la traduction de et vers tamazight

Les participants au Colloque international "Regards croisés sur les procédés de traduction et d'adaptation en tamazight" ouvert samedi dernier à l'université de Batna, ont appelé à "encourager la traduction de et vers tamazight pour développer et généraliser cette langue".

La traduction et l'adaptation de textes en arabe et en français vers la langue amazighe, et vice versa, constituent, selon les intervenants, un moyen pour enrichir cette langue et élargir ses horizons, tout en préservant le patrimoine culturel national, notamment oral.

M. Sif El Hak Cheurfa, représentant du Premier ministre à ce colloque, a souligné que la rencontre de Batna "apportera différents regards sur les procédés et les techniques de traduction et d'adaptation, dont le recours aux nouvelles technologies de l'information, et ouvrira de nouvelles perspectives à la recherche autour de cette langue de sorte à inciter les institutions concernées de l'Etat à consentir davantage d'efforts pour sa promotion".

M. Cheurfa a également estimé que tamazight représente un "constituant fondamental de l'iden-

tité nationale que l'occupant avait vainement tenté d'effacer en recourant à de basses méthodes".

Le secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité, organisateur de la rencontre, Si El Hachemi Assad, a indiqué, de son côté, que la rencontre de Batna est une "étape d'évaluation des acquis obtenus depuis l'introduction de tamazight dans les systèmes scolaire et de communication ainsi que dans les universités".

Le colloque offre également, a-t-il souligné, une tribune qui permettra au HCA de "consacrer la

dimension nationale de l'amazighité qui constitue le ciment de l'unité nationale et une source de fierté".

Pour le coordinateur de la rencontre, Boudjemaâ Azizi, la langue amazighe, pour s'épanouir, a besoin, en Algérie, de la traduction et de l'adaptation qui constituent le thème de ce colloque qui réunit des chercheurs des diverses régions du pays ainsi que de France et d'Arabie Saoudite.

Cette rencontre de trois jours abordera des questions liées au "rôle de la traduction dans la transmission des connaissances scripturaires et orales", aux "aspects

technique et pratique de la traduction et de l'adaptation", à "l'expérience de la traduction en tamazight à travers les différentes périodes historiques au Maghreb en général, et en Algérie, en particulier" et à "la traduction en tamazight et les nouvelles technologies de la communication".

Inscrite, selon M. Assad, dans le cadre du partenariat entre le HCA et l'université Hadj-Lakhdar de Batna, cette rencontre réunit des universitaires, mais également des inspecteurs et des enseignants de langue amazighe.

R. N.

Transplantation rénale

# Baisse «considérable» des dons de reins

Les dons de reins, déjà insuffisants, ont «considérablement» baissé ces dernières années conséquemment à l'amélioration de la qualité des soins dispensés aux malades dialysés, a déploré, samedi à Alger, le représentant de la Société algérienne de néphrologie, de dialyse et de transplantation (SANDT), le D<sup>r</sup> Louni Makhlouf.



«**L**es soins dispensés aux malades dialysés ont connu une amélioration en qualité depuis 2001, date d'introduction des standards européens en la matière, mais cela s'est traduit par une baisse considérable en dons de reins en prévision des transplantations rénales», a précisé, à l'APS, le D<sup>r</sup> Louni Makhlouf, en marge du XXI<sup>e</sup> Congrès organisé par la SANDT.

Plaidant pour la transplantation comme une solution «idéale» pour le malade dialysé, mais également pour l'Etat, car «moins coûteuse», le spécialiste favorise davantage le prélèvement d'organes sur cadavres, d'autant plus que le «frein religieux» a été levé avec la position favorable des fetwas prononcées à ce effet.

Il a informé, à ce propos, que si le don d'organes sur personnes vivantes se situe autour de 100 actes par an en Algérie, il est dix fois plus supérieur dans un pays comme l'Arabie Saoudite. Les prélèvements sur cadavres pratiqués depuis l'in-

dépendance sont, en revanche, rarissimes puisque ne dépassant guère le nombre de six.

«L'Algérie a pourtant été le premier pays arabe et musulman en 1985 à décréter halal (licite, n.d.r.) le don d'organes et nous ne comprenons toujours pas où se situe le maillon manquant de la chaîne pour avancer dans ce domaine», s'est-il interrogé. Tout en rappelant que le nombre de dialysés en Algérie est de 20.000 et que le coût de la prise en charge d'un malade est de plus d'un million de dinars/an, le D<sup>r</sup> Makhlouf évoque la possibilité de se servir des reins des personnes décédées à la suite des accidents de la route.

«L'Algérie connaît une hécatombe avec 4.000 morts par an sur nos routes, pourquoi ne pas recourir à des prélèvements de reins lorsqu'il y a constat de mort encéphalique et après, évidemment, consentement des proches des victimes?», a-t-il insisté.

Présente à cette rencontre comme exposant, l'Association nationale de don d'organes (Biloba) s'est assignée comme

mission de sensibiliser la population et le corps médical autour des bienfaits de ce geste.

A travers un sondage effectué sur un échantillon de 500 personnes, il a été démontré que 85% des personnes interrogées sont favorables à ce recours mais seulement 53% d'entre elles disent s'inscrire sur une liste de donateurs, informe sa vice-présidente, Soufli Imène.

Le XXI<sup>e</sup> Congrès de la SANDT, qui s'étale sur deux jours, vise essentiellement à la mise à niveau des connaissances des praticiens et des intervenants algériens, à la lumière des nouveautés enregistrées à l'échelle mondiale, s'agissant notamment des méthodes de prise en charge des maladies rénales.

La rencontre sera sanctionnée, dimanche, par la mise en place d'un comité qui sera chargé d'élaborer un «registre du rein» recensant l'ensemble des personnes atteintes de pathologies liées au rein en Algérie.

APS

Pratique chirurgicale

## L'actualisation des connaissances mise en avant

Des praticiens participants au 22<sup>e</sup> congrès national de chirurgie, ouvert samedi à Constantine, ont insisté sur la «nécessaire actualisation des connaissances liées à la pratique de cette spécialité médicale».

A l'ouverture du congrès, le P<sup>r</sup> Abdelaziz Graba, président de la Société algérienne de chirurgie (SAC), initiatrice de cette rencontre, a précisé que la chirurgie, notamment oncologique, «tend à s'organiser en discipline globale, c'est-à-dire offrant une prise en charge complète du patient et de tous les aspects de sa maladie», d'où, selon lui, «l'importance de l'actualisation et de l'approfondissement des connaissances du chirurgien».

Intervenant devant un parterre de docteurs, de médecins résidents et de spécialistes venus de différentes régions du pays, le P<sup>r</sup> Graba a souligné l'intérêt de ce séminaire de deux jours, organisé à l'université Constantine1, dans la perspective «d'échanger des expériences et de débattre des avancées notables que les domaines de la chirurgie et de la médecine ne cessent d'enregistrer, ces dernières années, dans le monde et en Algérie». De son côté, le P<sup>r</sup> Azzedine Rahal, président de ce congrès dédié à la mémoire du chirurgien Bekada Hadj Belemhel, souhaitant «voir bientôt se réaliser une académie des sciences médicales en Algérie pour contribuer davantage au développement qualitatif de la médecine», a invité les participants à se montrer à la hauteur des attentes des jeunes chirurgiens, en présentant des conférences riches, ciblées et de qualité. Plusieurs communications libres, orales et affichées, ainsi que des vidéo-forums sont au menu de cette rencontre axée, notamment, sur «la chirurgie du colon gauche en occlusion, les traumatismes thoraciques, la chirurgie hépatique, les tumeurs stromales et le traumatisme iatrogène».

Hanaa D

Réalisation d'un centre d'hébergement des cancéreux à Tlemcen

## Campagne de sensibilisation en direction des bienfaiteurs

L'association d'aide aux malades nécessiteux de la wilaya de Tlemcen organise à la maison de la culture Abdelkader Alloula, une campagne de sensibilisation et d'information en direction des bienfaiteurs pour la réalisation d'un projet d'un centre d'hébergement des malades cancéreux, a-t-on appris auprès de son président.

Ce projet constitue un défi pour l'association qui s'occupe déjà des malades nécessiteux depuis le début des années 2000, date de son agrément par les services de la wilaya de Tlemcen, a souligné M. Meziane, déclarant «nous avons pensé à organiser cette campagne d'information afin d'attirer l'attention des pouvoirs publics et les bienfaiteurs de l'intérêt que représente ce genre d'infrastructures et collecter des sponsors».

Ce projet, qui sera implanté dans la commune de Chetouane, comportera des salles de consultation, une cellule d'écoute, des salles de soin, de psychomotricité, d'informatique et une salle polyvalente outre 20 chambres et des espaces verts et de détente, a-t-il fait savoir.

L'association, qui contribue depuis sa création à aider les malades nécessiteux de la wilaya de Tlemcen, mise beaucoup sur ce projet qui prendra en charge les cancéreux en leur assurant des consultations gratuites chez les spécialistes et également les bilans biologiques, les différentes séances de radiologie et l'accompagnement psychologique, a ajouté son président.

Riad D.

Technologie et société

# Utilisation des TIC aux profits des systèmes de santé en débat

L'utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC) dans le système de la santé et de la gestion des crises humanitaires revêt une importance capitale, se sont accordés à dire, à Stockholm, des spécialistes internationaux en technologie et en santé.

«Les outils et applications technologiques peuvent être utilisés efficacement dans le secteur de la santé et dans la réponse aux crises humanitaires, à l'instar de la pandémie d'Ebola, pour fournir aux malades les meilleurs prestations possibles», a indiqué, le professeur en département des neurosciences à l'université de Karolinska aux USA, Martin

Ingvar, à la clôture du forum international sur l'innovation organisé par Ericsson.

Parmi les défis actuels, en terme de nouvelles technologies, le P<sup>r</sup> Ingvar a mentionné la dotation des patients d'appareils numérisés susceptibles d'enregistrer des données médicales telles que la pression artérielle, la glycémie, le taux du cholestérol dans le sang et le rythme cardiaque.

Il a dans ce sens expliqué que les appareils technologiques aideront le médecin à prendre des décisions médicales plus rapidement et à gagner du temps, élément «important» dans l'efficacité de l'administration des soins.

S'agissant de l'utilisation

des outils technologiques, le même intervenant a souligné que les applications doivent être à la portée de tous les citoyens, d'où la nécessité de prévoir le paramètre d'accessibilité pour tous.

Les données médicales relevées par le praticien seront intégrées dans des registres médicaux électroniques, a ajouté le spécialiste, notant que le dossier médical numérisé doit être établi dans un standard international et généralisé à toutes les structures de soin.

Selon lui, les protocoles de soin et les moyens de communication intra et inter-services de soin doivent aussi être standardisés dans un objectif d'une synchronisation des opérations

médicales. Abordant le volet de la gestion d'une crise humanitaire, le membre du comité onusien de secours humanitaire, Allan Freedman, a évoqué le rôle des TIC dans la riposte aux pandémies comme l'Ebola.

Il a ainsi estimé que les nouvelles technologies peuvent être déployées utilement dans l'intérêt et le bien être général notamment pour aider les victimes de maladie, de guerre et de catastrophes naturelles.

A titre d'exemple, il a cité l'utilisation des appareils technologiques dans la transmission d'information, l'identification des besoins des sinistrés et malades et le transfert des aides humanitaires.

R. S.

Aïn Témouchent

# Un objectif de production de 120 000 quintaux d'olives

Un objectif de production de 120 000 quintaux d'olives est prévu en 2014 contre 100 000 quintaux en 2013, dans la wilaya de Aïn Témouchent qui recense une superficie oléicole de 8 706 ha dont 6 834 ha productive, a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles (DSA).



La campagne de cueillette, qui est toujours en cours, a enregistré un taux d'avancement de 63 %, soit une superficie récoltée de l'ordre de 4 298 ha, a-t-on indiqué au service de production agricole de la DSA. Ainsi, les oléiculteurs de la wilaya ont enregistré, à ce jour, une production de 73 252 quintaux dont 50 426 quintaux d'olives de table et 22 826 quintaux d'olives destinée à la transformation en huile. Le rendement moyen est estimé à 17 quintaux par hectare, a-t-on ajouté. La wilaya de Aïn Témouchent a produit,

dans ce cadre, 3 196 hectolitres d'huile d'olive, soit un rendement de 14 litres par quintal. La DSA recense, par ailleurs, un nombre total d'oliviers de l'ordre de 913 780, dont 450 422 en masse et 463 358 en isolé. Cinq espèces d'olives sont répertoriées, à savoir la sigoise qui, avec 55 %, domine la filière puisqu'elle donne aussi bien l'olive de table que celle destinée à la transformation en huile. Elle est suivie par le chemlal (huile) 25 %, l'azeradj (20,5 %) et la manzoline (0,5 %) qui est importée d'Italie.

La wilaya compte, par

ailleurs, cinq huileries modernes implantées respectivement à Aïn Témouchent, Hammam Bouhadjar (2), Aïn Larbaâ et Oued Sebbah. Elle compte, également, deux unités pour l'olive de table (confiseries) à Hammam Bouhadjar et Aïn Larbaâ.

Pour mener à bien la campagne en cours qui prendra fin le 31 décembre prochain, la DSA a lancé des actions de sensibilisation concernant la cueillette des olives, indique-t-on.

Cet accompagnement, a-t-on insisté, doit réglementer, et la procédure de cueillette, et la cueillette à

maturité de ce produit noble. La désignation d'une période saisonnière fixe de cueillette doit, également, prévaloir.

La cueillette hâtive et le gaulage de l'olive engendrent une profonde détérioration de l'olivier, surtout quand les brindilles sont touchées, ce qui remet en cause la production de l'année suivante, a-t-on souligné.

A rappeler que la DSA a engagé, ces deux dernières campagnes, des actions d'extension de la superficie oléicole portant sur 340 ha, soit 65 ha en 2013 et 275 ha en 2014.

Farid D.

Blida

## Relogement de nombreuses familles à Larba

Cent trois familles, qui occupaient des habitations vétustes au quartier Ben Hadjouri, dans la daïra de Ouled Yaïche, ont bénéficié, samedi dernier, de logements neufs dans la commune de Larba, dans la wilaya de Blida.

Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire (RHP), a profité donc à ces familles qui "vivaient pendant une vingtaine d'années dans des habitations dépourvues des moindres commodités", a indiqué, à l'APS, le chef de la daïra de Ouled Yaïche, Smaïl Maâmar.

Des logements publics locatifs (LPA), dotés de toutes les commodités nécessaires et situés dans une cité qui comporte des espaces verts et des aires de jeu pour enfants, ont été attribués à ces familles, a ajouté le même responsable, précisant que tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour les aider à se déplacer vers leur nouveau lieu de résidence.

Les bénéficiaires de logements neufs ont salué cette opération de relogement qui leur permet d'en finir avec une souffrance ayant duré une vingtaine d'années.

L'assiette foncière récupérée à la suite de la démolition des anciennes demeures de ces bénéficiaires sera exploitée pour la réalisation de deux terrains de sports au profit des jeunes de Ouled Yaïche a, par ailleurs, indiqué le même responsable.

Bilal L.

Marché de gros de fruits et légumes à Skikda

## Le contrat de réalisation résilié

Le contrat relatif à la construction d'un marché de gros de fruits et légumes à Salah-Bouchaour, l'une des structures commerciales les plus attendues dans la wilaya de Skikda, vient d'être résilié sur décision du wali, ont indiqué, samedi dernier, les services de la wilaya. En plus du grand retard déjà consommé sur le chantier de réalisation de cet important projet de 200 millions de dinars, ouvert en 2010, les travaux sont menés au ralenti, sur un rythme "en total décalage par rapport à l'importance de ce projet comme l'attestent les moyens matériels insuffisants et la présence de 12 travailleurs seulement", a-t-on ajouté de même source. Selon les services de la wilaya, la direction du commerce a été chargée par le chef de l'exécutif local de procéder rapidement à une nouvelle consultation afin de relancer de manière efficiente ce projet s'étendant sur une superficie de 53 600 m<sup>2</sup>, destiné à remplacer les vieux locaux devenus source de pollution et de nuisances pour les riverains en raison des déchets abandonnés çà et là et des odeurs nauséabondes se dégageant des lieux.

Ghani I.

Bordj Bou Arréridj

## Elaboration d'un schéma-directeur de gestion des déchets ménagers

Le schéma-directeur de gestion des déchets solides ménagers de la wilaya de Bordj Bou Arréridj, arrêté en coopération avec l'Institut coréen de l'industrie et des technologies de l'environnement (Keiti) sera soumis à la tutelle, en mars 2015, a indiqué le directeur général de cet organisme.

Au cours d'une conférence de presse tenue au siège de la direction de l'environnement, le DG de Keiti a précisé que le schéma-directeur englobe quatre volets essentiels relatifs à la diminution, au recyclage, au traitement et la gestion des déchets ménagers. Il a ajouté que l'expérience et le savoir-faire de la Corée du Sud en matière de technologies environnementales sont mis à la disposition de la partie algérienne, dans le cadre de cette coopération, pour atténuer les difficultés précédant la mise en place du schéma-directeur de gestion des déchets ménagers pour le chef-lieu de la wilaya avant sa généralisation dans le reste des communes. Les villes de Blida et de Bordj Bou Arréridj sont concernées par l'élaboration d'un schéma-directeur de gestion des déchets ménagers, dans le cadre du mémorandum d'entente et de coopération signé en mars dernier entre le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement et le ministère de l'Environnement de la République de Corée, a-t-on rappelé, précisant que ces villes ont été choisies pour leur dynamique de développement économique.

R. R.

Laghouat

# Neufs nouveaux hôtels en cours de réalisation

Le secteur du tourisme sera renforcé par neuf nouvelles structures hôtelières, en cours de réalisation ou en voie de lancement, dans la wilaya de Laghouat, a-t-on appris samedi dernier, auprès des services de la direction locale du tourisme et de l'artisanat (DTA).

Offrant une capacité d'accueil globale de 450 chambres, soit 1 083 lits, ces structures touristiques, occupant une surface de 26 000 m<sup>2</sup>, ont bénéficié d'un financement cumulé de plus de 2,6 milliards DA et devraient générer plus de 330 emplois, a-t-on indiqué.

Ces hôtels, dont deux classés quatre étoiles, trois autres de catégorie trois étoiles et un complexe touristique englobant des chambres et des bungalows, devraient contribuer à la promotion des prestations touristiques dans la région, a-t-on souligné.

Selon la DTA de Laghouat, l'intérêt suscité pour le secteur du tourisme dans la région constitue le fruit de mesures incitatives et des facilités accordées aux investisseurs, notamment en matière d'attribution du foncier par le biais du comité d'assistance à la localisation, de promotion de l'investissement et de la régulation fon-

cière (Calpiref). Il est aussi fait état de la réalisation, dans le cadre du développement du secteur, des études techniques de trois zones d'expansion touristique (ZET) au niveau des communes de Laghouat, Aflou et Aïn Madhi, en plus du déblocage de 65 millions de DA pour l'aménagement, en cours, de deux sites touristiques au niveau des communes d'El Ghicha et de Sidi Makhlof.

Le secteur du tourisme dispose dans la wilaya de Laghouat de sept hôtels totalisant 192 chambres (379 lits), a-t-on fait savoir à la DTA.

Riad D.





Après des raids de la coalition en Irak

# Incertitudes autour du chef de l'Etat islamique

**Les Etats-Unis n'étaient pas en mesure de confirmer hier la présence du leader du groupe Etat islamique parmi les dirigeants jihadistes visés par des raids aériens de la coalition dans le nord de l'Irak.**



**A** lors que des informations relayées samedi dernier par des télévisions arabes donnaient Abou Bakr al-Baghdadi blessé, voire tué, dans ces raids, le commandement américain pour le Moyen-Orient (Centcom) n'a "pas pu confirmer" si le chef et calife autoproclamé de l'EI était bien présent sur le site des frappes.

Selon le Centcom, "des appareils de la coalition ont conduit (vendredi dernier) une série de frappes aériennes en Irak contre ce qui a été estimé

être un rassemblement de dirigeants de l'EI près de Mossoul". Ces opérations militaires ont "détruit un convoi de véhicules formés de 10 camions armés de l'EI".

Mossoul est un des centres névralgiques des jihadistes depuis que la deuxième ville d'Irak est tombée entre leurs mains, en juin, au début de l'offensive qui a vu cette organisation extrémiste sunnite s'emparer d'importants secteurs du pays puis décréter un califat à cheval avec la Syrie.

Dans ce dernier pays, c'est

le régime qui a mené un raid sur un fief de l'EI dans le nord, tuant au moins 21 civils et faisant une centaine de blessés d'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh). L'armée syrienne a largué samedi dernier "sept barils d'explosifs et trois obus" sur Al-Bab, une ville tenue par les jihadistes dans la province d'Alep (nord), selon l'ONG.

Le régime de Bachar al-Assad a évité la confrontation avec l'EI lors de son apparition en Syrie en 2013, mais plusieurs attaques meurtrières

des jihadistes contre des bases militaires ont convaincu cet été l'armée de frapper le groupe extrémiste dans ses bastions du nord et de l'est de la Syrie.

Alors que la guerre en Syrie a fait plus de 180 000 morts depuis 2011, l'envoyé spécial de l'ONU, Staffan De Mistura, se trouve actuellement à Damas pour discuter d'un "plan d'action" visant à relancer les efforts de paix. Il doit notamment rencontrer le président Bachar al-Assad.

En Irak, la capitale a encore été ensanglantée samedi dernier par une série d'attentats à la voiture piégée visant des quartiers à majorité chiite, faisant au moins 33 morts et plus de 100 blessés selon des sources médicales et sécuritaires. Bagdad est régulièrement secouée par ce type d'attaques. Certaines sont revendiquées par l'EI, qui comme d'autres groupes radicaux sunnites, considèrent les chiites comme des hérétiques.

Alors que l'armée irakienne peine à reprendre le terrain perdu face à l'EI ces derniers mois dans l'ouest et le nord du pays, le gouvernement de Bagdad a salué l'envoi par Washington de 1500 conseillers militaires supplémentaires même si le Premier ministre, Haïdar al-Abadi, a jugé cette décision "tardive".

Ce déploiement va ainsi doubler la présence militaire américaine sur le sol irakien, mais ces troupes ne sont pas destinées à combattre directement l'EI. **AFP**

Afghanistan

# Le chef de la police échappe à un attentat audacieux des taliban

**U**n audacieux attentat suicide des taliban a visé hier matin les bureaux du chef de la police de Kaboul, tuant un officier et blessant au moins six autres personnes, dans l'un des lieux les plus sécurisés de la capitale afghane.

L'attentat s'est produit à l'intérieur des bureaux du chef de la police de Kaboul, dans le QG de la police de la capitale, selon des sources policières. L'explosion, entendue dans tout le centre de Kaboul, s'est produite vers 9h (4h30 GMT).

Le centre de la capitale afghane où se trouvent les principales institutions du pays et les organisations internationales, est quadrillé par les forces de police et l'armée, qui occupent de nombreux check points.

Le quartier général de la police est entouré de hauts murs de béton, gardé par des hommes lourdement armés qui vérifient chaque entrée, et surveillé par de nombreuses caméras vidéo.

"Je vais bien, mais un de mes meilleurs officiers et secrétaire général, Yassin Khan, a été tué, et six autres personnes ont été blessées", a dit, à l'AFP, le chef de la police, le général Zahir Zahir,

peu après l'attentat. "C'était un kamikaze portant un uniforme de la police. Lorsqu'on l'a arrêté, il essayait d'entrer dans la pièce où j'étais, et il a fait exploser sa charge", a dit le général Zahir, ajoutant qu'une enquête était en cours pour savoir comment l'homme avait pu entrer dans le QG de la police.

Kenishka Turkistani, porte-parole du ministère de la Santé, a confirmé qu'une personne avait été tuée. "Selon les rapports des hôpitaux de Kaboul, un mort et sept blessés dont un enfant qui ont été amenés dans les hôpitaux, tous en provenance des lieux de l'explosion au QG de la police". L'attentat a été rapidement revendiqué par les taliban sur leur compte Twitter, comme à leur habitude.

"Ce matin vers 9h, une attaque conduite par un martyr contre l'ennemi a eu lieu. Beaucoup d'entre eux ont été tués", a écrit le porte-parole des taliban Zabiullah Mujahid. Les taliban exagèrent souvent le nombre de victimes lorsqu'ils revendiquent des attentats.

"L'attaque a été conduite par Maulawi Yaya Badakhshani à l'intérieur du QG de la police de Kaboul alors que des conseillers étrangers et des policiers

(afghans) se réunissaient", a encore assuré Zabiullah Mujahid.

Interrogée par l'AFP, la force de l'Otan en Afghanistan, l'Isaf, a toutefois indiqué, sans autre précision, qu'aucun de ses membres n'avait été blessé.

Une première explosion avait eu lieu un peu plus tôt dans la matinée dans un autre quartier de la capitale, sans faire de victimes. Cet attentat, par engin explosif improvisé, a également été revendiqué par les insurgés.

Le dernier attentat d'ampleur à Kaboul remonte au 21 octobre lorsqu'une bombe, actionnée à distance contre un bus de l'armée afghane, avait fait quatre morts.

La saison des combats, particulièrement sanglante cette année dans les provinces, est terminée en Afghanistan depuis le mois d'octobre.

En 2014, qui n'a pas encore touché à sa fin, 4 634 soldats et policiers afghans sont morts au combat, contre 4 350 sur l'ensemble de l'année dernière, selon des chiffres donnés par le général Joseph Anderson, n°2 des troupes américaines en Afghanistan cette semaine. **AFP**

Ukraine

# Violents tirs d'artillerie à Donetsk, dans l'est de l'Ukraine

De violents tirs d'artillerie ont secoué la ville de Donetsk tenue par les séparatistes pro-russes de l'est de l'Ukraine, dans la nuit de samedi à dimanche derniers et à nouveau dimanche en fin de matinée, ont constaté les journalistes de Reuters.

Les tirs semblaient provenir, aussi bien du secteur tenu par les forces gouvernementales ukrainiennes autour de l'aéroport, que des zones contrôlées par les rebelles qui ont reçu ces derniers jours le renfort de chars et de pièces d'artillerie venant de Russie, selon les autorités de Kiev. Ils étaient très nettement audibles dans le centre de la ville, qui comptait un million d'habitants avant le début du conflit. Le Conseil municipal de Donetsk a fait état sur son site Internet d'immeubles résidentiels endommagés, sans évoquer de victimes.

Selon des habitants, des combats semblent se dérouler près de l'aéroport que les séparatistes veulent prendre aux troupes gouvernementales.

Le cessez-le-feu entré en vigueur le 5 septembre a été violé de manière régulière, mais les tensions sont encore montées d'un cran ces derniers jours, les séparatistes accusant l'armée ukrainienne d'avoir lancé une offensive et Kiev dénonçant une nouvelle intervention russe, démentie par Moscou.

Reuters

Yémen

# Les rebelles et le parti de Saleh rejettent le nouveau gouvernement

Les rebelles chiites et le parti de l'ex-président Ali Abdallah Saleh ont rejeté le nouveau gouvernement yéménite, plongeant encore un peu plus dans le chaos ce pays, en proie à des violences meurtrières menées notamment par Al Qaïda.

Ces deux forces politiques ont également rejeté les sanctions imposées vendredi dernier à deux chefs rebelles et à M. Saleh par le Conseil de sécurité de l'ONU, qui a estimé qu'ils menaçaient le processus de transition politique dans le pays.

Déjà fragilisé depuis de longs mois par des attaques d'Al Qaïda contre les forces de sécurité et par les velléités indépendantistes du Sud, le Yémen s'est enfoncé un peu plus dans la crise depuis septembre quand des rebelles chiites, une minorité habitant dans le nord-ouest, se sont emparés de la capitale Sanaa et d'autres zones du pays.

Un accord de paix signé le 21 septembre sous l'égide de l'ONU prévoyait le retrait des rebelles et la formation d'un nouveau gouvernement, mais il est resté de longues semaines lettre morte. Les autorités ont finalement annoncé vendredi dernier un nouveau cabinet de 36 membres, mais cette avancée a été mise à mal en moins de 24 heures. Samedi dernier en soir, les rebelles chiites ont, en effet, dénoncé ce nouveau gouvernement, exigeant qu'il soit remanié pour évincer des ministres jugés incompétents ou corrompus.

Le nouveau cabinet constitue "une violation de l'accord de paix (...) et une obstruction évidente du processus politique en faveur d'intérêts privés", ont-ils assuré.

AFP

Burkina Faso

# L'opposition et la société civile élaborent une «charte de la transition»

L'opposition et la société civile du Burkina Faso ont élaboré, samedi, leur projet de charte régissant le futur régime civil de transition, ouvrant la voie, selon les participants aux travaux, à une restitution rapide du pouvoir par l'armée à une autorité civile.



«**N**ous venons de terminer l'examen et l'adoption de l'avant-projet de charte (...) ça a été un travail intense et laborieux», a commenté en début de soirée à Ouagadougou Zéphirin Diabré, chef de file de l'opposition qui a présidé les travaux. Il n'a pas dévoilé le contenu du texte, dont la version finale devait être formellement adoptée dimanche (hier, ndlr). Le document sera ensuite transmis aux autorités militaires qui ont pris les rênes du pays après la démission et la fuite, le 31 octobre, du président Blaise Compaoré, chassé sous la pression de la rue après 27 ans de pouvoir, a ajouté M. Diabré.

Les divers protagonistes de la crise burkinabè se réuniront ensuite pour faire «une synthèse» des propositions des camps en présence à savoir l'opposition et société civile, armée, camp du président déchu. Lorsqu'un document commun sera adopté, «tout devrait se mettre rapidement en place, les organes de la transition et notamment le pré-

sident de la transition», a estimé Ablassé Ouédraogo, président du parti Le Faso autrement (opposition), évoquant le milieu de la semaine prochaine. L'armée invitée à participer aux travaux samedi n'a fait qu'une brève apparition. En milieu d'après-midi, une délégation militaire conduite par le colonel Auguste Denise Barry s'est présentée dans le bâtiment administratif au centre de Ouagadougou où se déroulaient les travaux. Cet officier est le bras droit du lieutenant-colonel Isaac Zida, actuel homme fort du «pays des hommes intègres» choisi par les militaires le 1<sup>er</sup> novembre.

En treillis de camouflage et béret rouge, le lieutenant-colonel Barry s'est installé en tribune, et deux officiers supérieurs au premier rang. Tous trois ont quitté la salle une demi-heure plus tard. «Des contingences opérationnelles ne nous ont pas permis de dégager du temps», a expliqué aux journalistes le colonel Barry en sortant, ajoutant être seulement venu «encourager» les travaux. Selon plu-

sieurs délégués de la société civile, l'officier a cependant fait un discours «encourageant», répétant avec force que l'armée n'avait pas l'intention de conserver le pouvoir. «Les choses ne peuvent plus être comme avant. Le peuple burkinabè est entré dans l'histoire, l'armée burkinabè doit aussi entrer dans l'histoire», a déclaré le colonel, s'attirant des applaudissements, selon un participant. Une manière de dire que le temps des putschs et des juntes militaires est fini pour le Burkina Faso, petit pays sahélien théâtre d'une succession de coups d'Etat militaires depuis 1966.

En partant, le lieutenant-colonel Barry a confirmé qu'une réunion de synthèse aurait lieu dans les «jours à venir» avec l'opposition et la société civile. Il n'a pas précisé si le camp de l'ex-président Compaoré y participerait, alors qu'une large frange de l'opposition et de la société civile refuse de siéger à la même table que ses représentants et écarte jusqu'ici toute participation de «l'ex-

majorité» à la transition.

Le sujet est une possible pierre d'achoppement avec l'armée.

Aucun nom n'a pour l'heure été avancé publiquement pour prendre la «présidence de la transition».

Le grand portrait de Blaise Compaoré trônant dans le hall d'entrée du bâtiment accueillant des travaux était décroché, ne laissant voir que le crochet le supportant habituellement.

A Ziniaré, la ville natale de Blaise Compaoré, les langues commencent à se délier pour dénoncer le clanisme familial du président déchu.

Sur le plan diplomatique, Washington, proche allié du Burkina, a maintenu la pression, la sous-secrétaire d'Etat adjointe américaine pour l'Afrique, Bisa Williams, rencontré, samedi, à Ouagadougou le lieutenant-colonel Zida.

«Nous comptons sur le respect de la promesse (faite) de mettre en place un gouvernement de transition qui soit géré par un civil et qui soit démocratique (...) dans un court délai», a-t-elle déclaré, en français, aux journalistes.

Les Etats-Unis et la France sont les deux principaux alliés et bailleurs du Burkina, pays pauvre de 17 millions d'habitants sans pétrole ni minerais stratégiques. Les acteurs de la crise ont déjà convenu mercredi que la transition durerait un an et qu'elle sera dirigée par une personnalité civile, jusqu'à des élections présidentielle et législatives d'ici à novembre 2015. Blaise Compaoré, en exil doré en Côte d'Ivoire, a accusé, dans une interview à *Jeune Afrique*, l'opposition d'avoir comploté depuis longtemps avec l'armée pour le renverser. Il n'a toutefois pas voulu admettre que son entêtement à rester au pouvoir en cherchant à modifier la Constitution pour briguer un nouveau mandat lui a été fatal. **AFP**

Soudan

## Un homme abat deux gardes du palais présidentiel

Deux gardes soudanais ont été tués, samedi à Khartoum, par un homme qui essayait de pénétrer dans le palais présidentiel et qui a ensuite été abattu, a indiqué, à l'AFP, le porte-parole de la Présidence.

Le porte-parole de l'armée, Al-Sawarmy Khaled Saad, a affirmé pour sa part que l'homme était un malade mental.

L'assaillant a refusé de s'arrêter à la porte occidentale du palais, a volé un pistolet à l'un des gardes puis l'a tué ainsi que son collègue avant d'être abattu, a déclaré le porte-parole de la présidence, Emad Sidahmed.

Le président Omar El-Béchir et ses ministres ne se trouvaient pas dans le palais au moment de l'attaque, a-t-il souligné.

Le colonel Al-Sawarmy Khaled Saad a indiqué que l'assaillant, décrit comme «fou», est arrivé à la porte armé d'une épée avec laquelle il a frappé un garde.

L'homme a ensuite «pris l'arme du garde, lui a tiré dessus et a tué l'autre» avant que d'autres soldats n'ouvrent le feu sur lui et l'abattent, a-t-il ajouté.

Le colonel a identifié l'assaillant comme Salah Kafi Quwa, un homme originaire de la ville de Kadougli, dans l'Etat du Kordofan-Sud, où des rebelles combattent les forces gouvernementales.

La situation à l'extérieur du palais était calme samedi après-midi après l'incident, selon un correspondant de l'AFP.

Gabon

## Dix millions d'euros pour empêcher la sortie du livre de Péan

Le dernier livre de Pierre Péan, *Nouvelles affaires africaines*, n'a pas fini d'alimenter les conversations au Gabon. Dans ce texte, notre confrère soutient que l'actuel président, Ali Bongo serait né au Biafra et aurait été adopté par Omar Bongo, ce qui selon la Constitution l'empêcherait d'être chef de l'Etat. Mais après la polémique sur le contenu de l'ouvrage s'ouvre un nouveau volet de l'histoire : selon le site Médiapart, l'homme d'affaires Ziad Takieddine et l'intermédiaire franco-sénégalais Fara M'Bow auraient proposé à la présidence gabonaise de faire en sorte que l'ouvrage ne sorte pas, contre rémunération.

Ce sont deux figures plutôt inattendues qui viennent de faire leur entrée dans «l'affaire Péan» : deux sulfureux intermédiaires, Ziad Takieddine et Fara M'Bow, qui ont tenté, il y a un an environ, de monnayer leurs services auprès des autorités gabonaises.

Médiapart décrit comment, en novembre 2013, les deux hommes ont réussi à organiser une rencontre entre le journaliste et le porte-parole de la présidence gabonaise, Alain Claude Bilie By Nze. Puis comment, après la rencontre, ils ont proposé à la présidence gabonaise de faire en sorte que le prochain ouvrage de Péan sur le Gabon ne soit pas publié en échange de 10 millions d'euros et de l'embauche d'un ami du journaliste.

Les deux intermédiaires ont-ils fait cette proposition au nom de l'écrivain ou en leur nom propre ? Les deux hommes ont affirmé aux autorités gabonaises que leur «ami» les avait «chargés de finaliser l'échange». Pierre Péan, pour sa part, décrit cette démarche comme une tentative d'extorsion de fonds en s'appuyant sur son travail. Bien qu'il ait été informé en décembre 2013 de la démarche, il n'a cependant pas jugé nécessaire de porter plainte. Il reste à savoir pourquoi cette affaire refait surface au moment où le livre est finalement publié. Dans Médiapart, l'intéressé donne sa version. Il affirme que le pouvoir gabonais cherche à «le salir» pour «le punir d'avoir dénoncé le système Bongo». **RFI**

Somalie

# Les shebab attaquent une île stratégique dans le sud-ouest

Les shebab somaliens ont lancé samedi une grande offensive contre l'île stratégique de Khuda, située dans le sud-ouest des côtes somaliennes, selon des témoins. «Il y a eu de gros combats sur l'île de Kudha. Les combattants shebab ont attaqué par deux côtés et ont repoussé les forces locales» dans la région autonome de la basse Juba, à 70 km au sud de la ville portuaire de Kismayo, a déclaré par téléphone à l'AFP un notable, Adan Isa. Un autre habitant, Abdirahman Mohamed, a déclaré avoir vu

«des cadavres dans les rues» du village de Khuda après les affrontements avec les forces locales qui, selon lui, ont cédé la place aux insurgés islamistes. Plusieurs médias somaliens affirment également que les insurgés sont maintenant maîtres de l'île, qui a changé plusieurs fois de mains ces derniers mois. Selon ces médias, les affrontements ont entraîné la mort de 70 combattants. Il y a une semaine, les forces locales, appuyées par des troupes kényanes et celles de la force africaine Amisom, avaient revendiqué la prise

de l'île. L'île est utilisée comme base pour l'exportation de charbon de bois, un revenu important pour les shebab. Les responsables militaires régionaux, basés à Kismayo, ont cependant nié la perte de contrôle de l'île.

Des sources sécuritaires indiquent qu'il s'agit de l'attaque militaire conventionnelle la plus importante de la part des shebab depuis la mort de leur chef, Ahmed Abdi Godane, tué en septembre par une frappe aérienne américaine. **AFP**

## Enjeux énergétiques

# Un borbier semblable à celui du Vietnam en Irak et en Syrie ?

**La règle du magasin de poterie: « Si vous cassez un morceau, vous en êtes le propriétaire ».**

Par Prof Rodrigue Tremblay

**C**olin Powell (1937), ministre des Affaires étrangères de George W. Bush, (2001-2004) quand il mit en garde le président George W. Bush, à l'été de 2002, des conséquences d'une invasion militaire de l'Irak, (cité dans le livre *Plan d'attaque*, 2004, du journaliste américain Bob Woodward).

[Le projet secret des États-Unis d'armer les combattants islamistes moudjahidine en Afghanistan] « a été une excellente idée. Cela a eu pour effet d'attirer les Russes en Afghanistan. Le jour où les Soviétiques ont officiellement franchi la frontière, j'ai écrit au président [Jimmy] Carter: Nous avons maintenant l'occasion de faire en sorte que l'URSS ait sa propre guerre du Vietnam. En effet, pendant près de 10 ans, le gouvernement de Moscou dut mener une guerre insupportable, un conflit qui a entraîné la démoralisation et finalement l'éclatement de l'empire soviétique ».

Zbigniew Brzezinski (1928), conseiller à la sécurité nationale du président Jimmy Carter de 1977 à 1981 et l'un des principaux conseillers du président Barack Obama sur la politique étrangère, (entretien du 15 janvier 1998, avec *Le Nouvel Observateur*, Paris). « Le recours à la force n'est légal [au plan international] seulement quand il s'agit d'un cas de légitime défense [contre une attaque armée] ou avec l'autorisation [formelle] du Conseil de sécurité de l'ONU. » Ban Ki-moon (1944-), secrétaire général des Nations unies, 2013.

Si la situation politique et militaire dans un Moyen-Orient riche en pétrole apparaît chaotique, complexe et confuse, c'est parce qu'elle l'est. Comment pourrait-il en être autrement quand il y a une vingtaine de gouvernements étrangers qui jouent d'influence, chacun essayant de mettre la main sur les robinets de pétrole et de gaz, et qu'ils n'ont aucun scrupule à s'impliquer, si nécessaire, dans les affaires des autres pour atteindre leurs fins. En effet, il n'y a aucun endroit au monde où l'intervention étrangère dans les affaires intérieures des autres pays par une toute panoplie de gouvernements est aussi répandue et est même devenue monnaie courante.

En tête de liste des puissances interventionnistes, nous retrouvons les États-Unis d'Amérique et leur arsenal militaire déployé à travers le monde. Rappelons qu'en mars 2003, c'est le gouvernement américain de George W. Bush, avec l'appui du gouvernement britannique de Tony Blair, et aiguillé en cela par le gouvernement israélien, qui partit le bal de l'interventionnisme au Moyen-Orient avec une invasion militaire de l'Irak. Ce faisant, il ouvrit une véritable « boîte de Pandore » pleine de malheurs pour cette région. Le but ultime du gouvernement de Bush et de Cheney était de renverser le gouvernement sunnite de Saddam Hussein et de le remplacer par un gouvernement chiite plus malléable. Cette invasion a été le principal élément déclencheur d'instabilité pour l'ensemble du Moyen-Orient, en ravivant les vieux antagonismes entre sunnites et chiites, ce qui s'est traduit par une série de guerres civiles et de guerres par adversaires interposés dans de nombreux pays de la région. Bien sûr, de telles guerres opposent des populations sunnites et des populations chiites dans un conflit politico-religieux, mais elles mettent aussi en cause de nombreuses loyautés ethniques et tribales.

En 2011, l'administration américaine du président Barack Obama croyait que les États-Unis pourraient se retirer en douceur



d'un Irak dévasté et se laver les mains de tout le désordre qu'ils laissaient derrière eux. Et bien, cela ne s'est pas passé de cette façon. L'insurrection des musulmans sunnites à la fois en Syrie et en Irak est une retombée directe de l'invasion américaine de l'Irak en 2003.

La guerre civile faisant rage en Syrie a été un terrain fertile pour des Sunnits désenchantés de créer l'organisation djihadiste de l'État Islamique (EI) [aussi connue sous le nom de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL)]. Leur but est de se tailler un territoire qui chevauche la Syrie et l'Irak et qu'ils appellent un Califat islamique pour montrer l'imbrication entre la politique et la religion.

Après avoir laissé derrière un pays gouverné par un gouvernement irakien chiite et sectaire en décembre 2011, le gouvernement Obama a très peu d'options pour contrer la montée des milices barbares de l'EI dans cette partie du monde. Cependant, pour des raisons de politique intérieure, M. Obama se doit de montrer qu'il est prêt à relancer la guerre au Moyen-Orient. (Il pourrait y avoir une raison plus logique pour laquelle Obama veut bombarder la Syrie, comme cela est expliqué ci-dessous).

Ainsi donc, le 10 septembre dernier, le président Obama a annoncé que son gouvernement avait décidé de renvoyer des centaines de « conseillers » militaires en Irak et d'intensifier la campagne de frappes aériennes contre les milices de l'État islamique (EI), en Irak, mais aussi en Syrie, avec l'aide d'un certain nombre d'autres pays appelés à fournir des troupes au sol pour occuper les territoires « libérés » de l'organisation djihadiste de l'EI.

Une telle stratégie soulève quelques questions fondamentales.

Tout d'abord, il y a la question juridique. Comment le gouvernement des États-Unis peut-il ouvertement dire qu'il a l'intention de violer l'espace aérien de la Syrie pour attaquer les djihadistes de l'EI sans un accord formel avec le gouvernement syrien de Bashar al-Assad et/ou sans une résolution de soutien en bonne et due forme du Conseil de sécurité des Nations unies ?

Deuxièmement, il y a la question du succès anticipé d'une opération militaire terrestre en Irak et en Syrie lorsque les trois gouvernements les plus directement impliqués dans la région, à savoir le gouvernement syrien de Bashar al-Assad, le gouver-

nement turc sunnite et le gouvernement irakien chiite ne participent pas à l'opération.

Si on considère que plusieurs pays du Moyen-Orient ont des intérêts contradictoires, leur implication militaire directe en Syrie apparaît discutable, ... à moins que le véritable objectif de l'opération Obama de bombarder la Syrie soit de compléter le renversement du régime Assad à Damas. Dans ce cas, l'objectif de combattre l'organisation de l'EI ne serait qu'un prétexte commode pour atteindre un objectif encore plus important, soit le renversement du gouvernement syrien Assad.

Il est vrai que les milices de l'EI (ou tout autre instance manipulatrice qui se cache derrière elles) ont délibérément provoqué les médias américains et la conscience américaine avec la mise en scène de décapitations sauvages de prisonniers. Il ne faut pas oublier qu'en septembre 2013, des groupes rebelles syriens avaient organisé une opération sous fausse bannière et avaient utilisé des armes chimiques contre des civils, dans le but de provoquer une riposte américaine. Cette fois-ci, un an plus tard, ils semblent avoir réussi.

Plus fondamentalement, quels sont au juste les véritables objectifs politiques et militaires en Syrie ? Est-ce que le Département d'État des États-Unis veut toujours renverser le gouvernement Assad ? Si oui, pourquoi ? Qu'a fait le gouvernement syrien aux États-Unis ? Et, si ce gouvernement était renversé, qui lui succéderait ?

Ce serait une « stratégie » bien curieuse, en effet, si les États-Unis combattaient à la fois les milices de l'État islamique (EI) et le gouvernement syrien laïc de Bashar al-Assad, et finissaient par créer un vide politique comme celui qu'il ont créé en Libye. La politique ne s'accorde guère d'un vide de pouvoir. Dans un pays où 60% de la population est sunnite, comparativement à seulement 20% en Irak, le remplaçant probable au gouvernement Assad en Syrie serait un gouvernement islamiste sunnite et sectaire, que son nom soit EI ou qu'il porte tout autre nom. Il s'en suivrait également un désordre complet tel que celui qui prévaut aujourd'hui en Libye, où différentes factions armées se battent entre elles pour accaparer une part du pouvoir.

À qui profiterait un tel état de choses ? On peut se faire une idée si on a recours à l'analyse économique. En effet, la toile de

fond de tous ces conflits a trait à la géopolitique des différents gazoducs proposés pour écouler le gaz naturel du Moyen-Orient. De tels pipelines serviraient à acheminer le gaz naturel du golfe Persique vers l'Europe afin que cette dernière diversifie et réduise sa dépendance énergétique par rapport au gaz russe.

Il existe deux projets principaux de pipeline pour acheminer le gaz naturel du Moyen-Orient vers une Europe affamée d'énergie, laquelle est de surcroît en conflit plus ou moins ouvert avec la Russie et souhaiterait diversifier ses sources d'approvisionnements en gaz naturel et réduire la domination russe sur ses marchés :

■ Premièrement, Il y a ce qui a été surnommé le « pipeline islamique », (également appelé 'Pipeline de l'Amitié' par les gouvernements concernés), parce qu'il s'agit d'un gazoduc est-ouest de 5 570 kilomètres de long allant de l'Irak vers l'Irak, en traversant la Syrie, pour expédier le gaz liquéfié vers l'Europe à partir des ports de la côte méditerranéenne de la Syrie et du Liban.

■ Deuxièmement, Il y a un autre projet de pipeline pour acheminer du gaz naturel vers l'Europe et c'est le gazoduc Qatar-Turquie, lequel prendrait plutôt une direction sud-nord et irait du Qatar (premier exportateur mondial de gaz naturel liquéfié), en passant par l'Arabie Saoudite via la Syrie pour aboutir en Turquie, où il serait raccordé au gazoduc Nabucco et servirait à approvisionner les clients européens à travers l'Autriche, ainsi qu'une Turquie en manque de sources énergétiques.

Ce dernier projet a reçu l'approbation de nombreux pays européens de même que des États-Unis, et d'Israël, ce dernier pouvant bénéficier d'un raccordement au pipeline proposé. Il ne faudrait pas se surprendre si plusieurs pays essaient de s'immiscer dans la guerre civile syrienne à cause de l'intérêt qu'ils portent à ce deuxième tracé de gazoduc.

Cependant, le gouvernement Assad de la Syrie a rejeté ce deuxième tracé, lui préférant le premier tracé. C'est une raison importante pour laquelle la Syrie se retrouve au centre des décisions concernant la construction d'un pipeline pour acheminer le gaz naturel vers l'Europe. C'est aussi une source importante de frictions politiques et de conflits dans cette partie du monde. Cela nous aide à comprendre pourquoi les gouvernements du Qatar, de l'Arabie Saoudite, de la Turquie, d'Israël et de l'Union européenne (UE) font tout en leur possible pour renverser le gouvernement syrien de Bashar al-Assad et ont financé divers groupes rebelles, y compris l'organisation djihadiste de l'EI.

## Conclusion

La production de pétrole et de gaz, la construction d'un oléoduc et les approvisionnements en gaz vers l'Europe sont des facteurs importants qui peuvent en partie expliquer les frictions politiques et les conflits actuels au Moyen-Orient. Cela nous aide à comprendre pourquoi tant de gouvernements veulent renverser le gouvernement syrien de Bashar al-Assad. Toutes ces intentions, ouvertement déclarées ou camouflées, n'e feront qu'accroître le chaos au Moyen-Orient.

Pour que la paix règne au Moyen-Orient, il faudrait, plutôt que des guerres ruineuses qui s'étendent sur des décennies, un esprit de compromis et de concession, et des négociations politiques sérieuses sur des projets économiques communs. En effet, des solutions politiques seraient de beaucoup préférables à des affrontements militaires permanents, surtout quand on considère le cortège de carnages que ces guerres imposent aux populations.

Le plus tôt on en arrivera à cette conclusion, le mieux ce sera pour tous les peuples du Moyen-Orient et pour le monde.

État d'alerte

# Les Russes ont testé la faiblesse aérienne des Etats membres de l'OTAN

Par Valentin Vasilescu

**A**près que l'UE ait imposé des sanctions économiques à la Russie, dans l'espoir de la mettre à genoux et pour réduire sa force militaire, la Russie a démontré que les pays européens n'ont pas atteint leurs objectifs. La Russie, qui n'a pas perdu sa lucidité avec les sanctions, joue avec eux au chat et à la souris. Une nouvelle vague d'hystérie s'est propagée parmi les médias européens, en exact copier/coller des médias américains. Cela ressemble à quelque chose comme ceci : les pays de l'OTAN ont mobilisé leurs forces aériennes, l'OTAN est en état d'alerte. Les stars de l'information se demandent ce qu'il faut faire pour résoudre le problème. Mais quel est le problème ? Comme tout le monde a des notions de géographie, je suggère de regarder un peu mieux la carte de l'Europe.

Que s'est-il passé réellement ? Quatre avions, des chasseurs-bombardiers Su-34 et Su-24, escortés par un Su-27 et un MiG-31, ont décollé de l'enclave de Kaliningrad, et ont survolé les eaux internationales de la mer Baltique dans l'après-midi du 28 octobre 2014. Ils ont été interceptés dans le golfe de Finlande par des avions Eurofighter allemands déployés en Estonie. Le groupe d'avions russes a changé de direction à 180 degrés pour revenir dans la mer Baltique, où il a été suivi par des avions de chasse F-18 finlandais, des Gripen suédois et des F-16 danois. Cela bien que les Russes aient transmis les plans de vol aux autorités responsables du trafic aérien des pays riverains avec le code d'identification du jour selon les normes de l'Oaci. Quelques heures plus tard, le 29 octobre 2014, à environ 03:00 UTC, les

radars norvégiens ont détecté un autre groupe de quatre bombardiers russes Tu-95, accompagnés de quatre ravitailleurs Il-78, volant dans l'espace aérien international au-dessus de la mer de Norvège. Après avoir été repérés, six avions ont abandonné la formation et sont retournés à la mer de Barents.

Les deux autres Tu-95 ont continué parallèlement à la ligne de côte de la Norvège, ont survolé la mer du Nord vers l'Écosse. Les bombardiers russes ont été interceptés dans les eaux internationales et ont été obligés de changer leur sens du vol étant accompagné par des jets britanniques Eurofighter Typhoon jusqu'au-dessus de l'océan Atlantique. Deux autres avions Eurofighter ont décollé en même temps dans le sud de l'Angleterre pour intercepter un avion-cargo lituanien qui se dirigeait vers Londres, sans liens radio avec le trafic. Après avoir contourné l'Irlande, les deux bombardiers Tu-95 ont à nouveau changé leur direction de vol, pour atteindre les côtes du Portugal, où ils ont été interceptés par des F-16 portugais. Ensuite, les deux Tu-95 se sont retirés de l'espace aérien européen, suivant une route le long de l'Atlantique jusqu'au large du Groenland, où, à environ 16:00 UTC, ils ont changé de cap pour rentrer à leur base en Russie. Toujours dans l'après-midi du 29 octobre 2014, un groupe de deux bombardiers Tu-95, escorté par deux avions de combat Su-27 M, a évolué dans l'espace aérien de la mer Noire, et a été intercepté par l'aviation turque, au-dessus des eaux internationales au large de la côte de l'Anatolie.

L'OTAN n'a, à aucun moment, signalé que les avions russes avaient survolé l'espace aérien d'un État étranger. Alors, quel est le problème ? Surtout si l'on sait qu'en mars 2014, des avions AWACS, escortés par des avions de chasse de l'OTAN, ont fait exacte-

ment la même chose que ce qu'ont fait les avions russes les 28 et 29 octobre 2014. Et cela sous forme de patrouilles quotidiennes à la frontière ouest de la Russie et de la mer Noire, dans l'espace aérien des pays de l'OTAN voisins de la Russie. Les Russes ont-ils mobilisé pour cela leurs avions de chasse lorsque les avions AWACS s'étaient dangereusement approchés des limites de l'espace aérien russe ?

La Russie n'a pas déclenché une campagne médiatique, ni mentionné dans aucun communiqué de presse quoi que ce soit à ce sujet. Je crains que cette hystérie médiatique ne soit qu'une méthode de guerre psychologique utilisée par l'OTAN, par la voie des médias, avec pour cibles les citoyens des États membres de l'OTAN. Surtout que les mêmes médias avaient pris soin de distiller dans le subconscient des gens les conséquences possibles. Dans un article précédent, nous avons informé les lecteurs qu'en 2014, l'armée russe a complété la mise en œuvre d'une nouvelle structure de reconnaissance C4I, basée sur le complexe Reconnaissance-frappe destiné à permettre la projection rapide et de grande précision des forces à des distances de centaines, voire de milliers de kilomètres. Nous avions vu également que le troisième niveau de collecte et de traitement des données est la reconnaissance stratégique, représentée par des avions de reconnaissance à long rayon d'action, ayant à bord des équipages spécialisés dans les méthodes ELINT. Parmi ceux-ci il y a les appareils Tu-95/Tu-142 et MiG-25RB/MiG-31 B, qui ont participé à cet exercice. Cet exercice a également vu participer deux nouveaux avions Su-34 à bord desquels était monté un conteneur M400 avec des capteurs infrarouges Raduga, des

caméras panoramiques AP-403 et 404, un appareil photo AP AK-108FM, et un conteneur M402 Pika de type SLAR (side-looking airborne radar), capable d'afficher sous forme numérique une carte du terrain situé sous la trajectoire de vol, jusqu'à une distance de 300 km. Cette carte est comparée en permanence avec celle qui est en mémoire dans le processeur pour détecter les éventuels changements chez l'ennemi, ou les nouveaux déploiements. Les Russes n'ont rien fait d'autre que tester la faiblesse de la capacité de riposte de l'aviation de certains pays de l'OTAN, dans le nord, l'ouest et le sud-est de l'Europe à la suite de leur subordination aux USA. Rappelons que l'Angleterre a déployé une escadrille de 12 avions Tornado GR4 et des drones de reconnaissance MQ-9 Reaper à la base aérienne d'Akrotiri à Chypre pour participer aux côtés des américains à des bombardements ciblant l'État islamique en Syrie et en Irak. La Belgique et les Pays-Bas ont envoyé 6 avions F-16 (+ 2 réserves) dans les Émirats arabes unis pour faire de même. Le Danemark a également envoyé dans le Golfe 7 des 30 F-16 de son armée de l'air. La Norvège qui avait envoyé six F-16 en 2011 en Libye, s'appropriait à envoyer ses six avions pour l'Irak et la Syrie. Les États-Unis se sont opposés à la participation de la Russie à la coalition anti-EI. Pour aggraver les choses, l'Allemagne a déployé 4-6 avions Eurofighter en Estonie (sur les 42 capables de voler). En Lituanie, en plus des 6 CF-18 Canadiens, le Portugal a déployé six F-16 (sur les 30 qui sont équipés). Les Pays-Bas ont envoyé six avions de chasse F-16 en Pologne. Laissant leur propre territoire national sans défense en cas d'invasion aéroterrestre.

Publicite

Mexique

# Premières manifestations violentes après l'annonce du massacre des étudiants



**Des manifestants s'en sont pris au palais présidentiel mexicain dans la nuit de samedi à dimanche et d'autres ont mis le feu à des véhicules dans le sud du pays, premières manifestations violentes après l'annonce par les autorités du massacre de 43 étudiants.**

**A** Mexico, une vingtaine de manifestants, certains le visage dissimulé, ont martelé la porte principale du palais présidentiel à l'aide de barrières métalliques et y ont mis brièvement le feu, sans parvenir à entrer dans le bâtiment, que le président Enrique Peña Nieto a l'habitude d'utiliser pour des cérémonies officielles, a constaté une équipe de l'AFP.

Sans que les agents de sécurité présents ne réagissent, les personnes masquées ont également tracé sur la porte un message: «*Nous les voulons vivants*», en référence aux 43 étudiants disparus depuis une attaque conjointe de policiers et de membres du crime organisé à Iguala le 26 septembre (Etat du

Guerrero, sud).

Des milliers de Mexicains étaient alors rassemblés sur la place du Zocalo, où se trouvent le palais présidentiel et la cathédrale.

À Chilpancingo, capitale du Guerrero, plus de 300 jeunes, la plupart le visage dissimulé, ont brisé plusieurs vitres du gouvernement régional, samedi soir, et incendié une dizaine de véhicules, dont un de la police fédérale, sans intervention des forces de sécurité, a constaté l'AFP.

Là encore, les manifestants exigeaient de revoir les étudiants vivants.

Vendredi dernier, le ministre mexicain de la Justice, Jesus Murillo Karam, a annoncé que trois membres présumés d'un groupe criminel ont avoué avoir tué plus de 40 étudiants, brûlé leurs cadavres puis jeté les restes dans une rivière.

Le scénario du massacre a toutefois été contesté par les parents de ces jeunes, qui ont considéré que les aveux de ces suspects n'avaient pas valeur de preuves.

«*Tant qu'il n'y a pas de preuves, nos enfants sont vivants*», a estimé Felipe de la Cruz, porte-parole des parents.

«*Il semble que le gouvernement fédéral, avec une grande irresponsabilité, préfère clore l'affaire (sur) la base de témoignages, mais il n'y a rien de certain*», a affirmé, à l'AFP,

l'oncle d'un disparu, Meliton Ortega.

Au total 74 personnes – policiers, fonctionnaires, criminels présumés – ont été arrêtées depuis le début de l'affaire.

Selon le récit des suspects ayant avoué, rapporté par le ministre de la Justice, le meurtre des étudiants a été commis après que ceux-ci eurent été livrés par des policiers municipaux entre les villes d'Iguala et de Cocula.

Les jeunes auraient été transportés la nuit de leur disparition dans des véhicules vers une décharge proche de Cocula où une quinzaine d'entre eux sont arrivés déjà morts par asphyxie.

«*Les détenus ont indiqué avoir tué les survivants, les avoir jetés dans la partie basse de la décharge avant de brûler leurs corps*» qu'ils avaient aspergé d'essence, sur des bûchers de bois et de plastique, lors d'une opération qui a duré 14 heures, a précisé Jesus Murillo Karam.

«*Le feu a duré de minuit à 14h le lendemain. Les criminels n'ont pas pu manipuler les corps pendant trois heures en raison de la chaleur*», a-t-il ajouté.

Les suspects ont ensuite concassé les restes avant d'en remplir des sacs en plastique et de les jeter dans une rivière.

AFP

Etats-Unis

## Obama choisit une femme noire comme ministre de la Justice

■ Barack Obama a annoncé, samedi, avoir choisi comme nouveau ministre de la Justice la procureure fédérale de Brooklyn Loretta Lynch, qui deviendra la première femme noire à occuper ce poste si sa nomination est confirmée par le Sénat.

Le président américain a émis le souhait que la chambre haute, dominée par les démocrates jusqu'à la première réunion du nouveau Congrès issu des élections du 4 novembre, début janvier, confirme rapidement son choix.

Il a présenté Loretta Lynn, 55 ans, comme une femme «*dure et honnête*». Elle faisait partie des candidats proposés par Eric Holder, premier Noir à avoir occupé la fonction de ministre de la Justice, de l'élection de Barack Obama en 2009 à l'annonce de sa démission en septembre dernier.

Agence

Pays touchés par Ebola

## La Suisse suspend le renvoi des demandeurs d'asile

■ La Suisse a décidé de suspendre le renvoi de demandeurs d'asile déboutés vers les trois pays les plus touchés par l'épidémie Ebola en Afrique de l'ouest, a indiqué, samedi, la télévision publique citant le ministère de la justice.

Les personnes issues de Liberia, de la Guinée et de la Sierra Leone, dont la demande d'asile a été refusée, verront le délai de leur départ repoussé si elles en font la demande, a indiqué, samedi, la télévision publique.

En parallèle, les autorités helvétiques devraient surseoir au traitement des demandes d'asile émanant des trois pays touchés, selon un porte-parole de ce département.

R. I.

Corée du Nord

# Deux Américains libérés grâce à une mission secrète

**L**es deux derniers prisonniers américains en Corée du Nord, libérés à la faveur d'une mission secrète sans précédent à Pyongyang, sont arrivés, samedi soir, aux Etats-Unis. Ces deux libérations interviennent deux semaines après celle surprise d'un autre Américain, Jeffrey Fowle.

Peu après son arrivée, Kenneth Bae a remercié «*tout ceux qui l'ont soutenu, ont renforcé son moral et ne l'ont pas oublié pendant cette période extrêmement difficile*». Lors d'une brève conférence de presse, il a aussi appelé à «*ne pas oublier la population de la Corée du Nord*». Cet Américain de 46 ans originaire de Corée du Sud, en mauvaise santé, avait été emprisonné en novembre 2012 et condamné à 15 ans de travaux forcés en avril 2013.

Pyongyang l'accusait d'être un militant chrétien évangéliste cherchant à renverser le gouvernement nord-coréen. Lui qui se disait simple tour-opérateur était le plus ancien pri-

sonnier américain des geôles du régime communiste. Il avait été arrêté dans la ville portuaire de Rason (nord-est) en possession d'un visa de tourisme. Selon sa famille, il aimait alors un voyage de groupe et possédait une agence de voyage, installée dans le nord-ouest de la Chine. A en croire la presse sud-coréenne, l'un des touristes avec lequel il voyageait possédait un disque dur d'ordinateur contenant des données sensibles. «*Il a commis des actes hostiles tels qu'encourager des Nord-Coréens se trouvant à l'étranger, ou des étrangers, à perpétrer des actes hostiles pour abattre le gouvernement, tout en menant une campagne de diffamation*», avait accusé la Cour suprême nord-coréenne.

En septembre dernier, Kenneth Bae était apparu aux côtés des deux autres détenus américains, Jeffrey Fowle et Matthew Miller, dans un entretien accordé de manière surprenante par la Corée du Nord à CNN.

Matthew Todd Miller, 24 ans, avait, de son

côté, été condamné à six ans de travaux forcés par la Cour suprême de Corée du Nord à la suite de son arrestation en avril, après qu'il eut déchiré son visa et demandé l'asile auprès du régime communiste.

C'est le directeur du renseignement national James Clapper, en personne, qui s'est rendu en Corée du Nord comme «*émissaire personnel*» de Barack Obama, et a engagé des discussions pour leur libération mais le département d'Etat ne précise pas quand la mission secrète a commencé. «*Les Etats-Unis demandaient depuis longtemps aux autorités nord-coréennes de libérer ces personnes pour des raisons humanitaires*», a précisé la porte-parole de la diplomatie américaine, Jennifer Psaki.

L'envoi d'émissaires de Washington a commencé dans les années 1990 au gré des arrestations d'Américains en Corée du Nord. Les anciens présidents Bill Clinton et Jimmy Carter s'y sont par exemple rendus lors de

missions humanitaires. Mais celle de James Clapper est la première d'un très haut responsable du renseignement américain en fonctions.

Comme pour la libération de Fowle, Washington assure n'avoir concédé aucune contrepartie. Interrogé par CNN, l'ancien ambassadeur américain en Corée du Sud Christopher Hill a vu dans ces remises en liberté un «*geste significatif*» de Pyongyang «*semble-t-il sans conditions*». «*Cela pourrait signifier que l'exécutif nord-coréen est enclin à explorer la possibilité de reprendre le dialogue avec les Etats-Unis*», a avancé Paul Carroll, un expert de ce pays au sein du Ploughshares Fund à San Francisco.

Les deux pays n'entretiennent pas de relations diplomatiques, mais ont des échanges via la Suède et un canal de communication, bien connu des diplomates, au siège des Nations unies à New York.

Libération

Journées cinématographiques d'Alger

# Loin des Hommes de David Oelhoffen en ouverture

Les 5<sup>e</sup> Journées cinématographiques d'Alger (JCA), se sont ouvertes samedi dernier à la salle El Mouggar sur le long métrage de fiction *Loin des Hommes* du réalisateur français, David Oelhoffen.



Cette oeuvre de 110 minutes, réalisée en 2013 d'après la nouvelle *L'Hôte* du recueil *L'Exil et le royaume* d'Albert Camus (1957) a obtenu de nombreux prix, notamment aux Festivals internationaux du film de Venise et de la Réunion. Projeté en présence du réalisateur, du producteur Marc du Pontavice et de l'acteur algérien Réda Kateb, ce film qui restitue les questionnements existentiels dont est traversée l'oeuvre camusienne, porte à l'écran la fuite *Loin des Hommes* d'un instituteur pied-noir, d'origine andalouse et d'un paysan pauvre de

l'Atlas, poursuivi par la vendetta des siens. Pour soustraire ses jeunes frères à l'obligation de le venger, le paysan (Réda Kateb) a fait le choix de se rendre à la justice française. Pour lui éviter une exécution sommaire, l'instituteur (Viggo Mortensen) qui s'avèrera être un ex-commandant de la campagne d'Italie, revenu de tout, le pousse à refuser la fatalité et à trouver une issue heureuse à son dilemme cornélien. Les décors somptueux de l'Atlas marocain, l'interprétation subtile des comédiens, habillent cette approche du contexte historique du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 d'une épais-

seur humaine des plus complexes. Le film d'ouverture des 5<sup>e</sup> Journées cinématographiques d'Alger a visiblement ému le public qui aura à découvrir les 33 oeuvres, également programmées à cette manifestation traditionnellement consacrée au court métrage et au documentaire. Les thèmes politiques, artistiques et sociétaux y sont à l'honneur, tant dans la section documentaire que dans celle du court métrage. Ainsi, le président Houari Boumediène, le plasticien Denis Martinez et le chanteur Dahmane El Harrachi sont-ils sujets de documentaires en compétition. Concernant les

courts métrages, un panorama du courts métrages arabe est programmé avec une majorité de films à thèmes politiques. Comme de coutume, la manifestation organise également un concours du meilleur scénario. L'édition précédente des JCA, avait consacré *Les Jours d'avant* de Karim Moussaoui, meilleur court métrage de fiction. *Le Retour de Montluc* de Mohamed Zaoui y avait été déclaré meilleur documentaire alors que Anis Djaâd (pour *Ecran Noir*) et Dalal Ziour (pour *Takassit*) y avaient remporté les prix des meilleurs scénarios.

Bilal L.

Forum culturel aoussien

## L'artiste Houria Aïchi renouvelle son attachement à l'héritage ancestral

L'artiste Houria Aïchi a renouvelé son attachement à l'héritage ancestral qui a marqué son parcours artistique, lors d'un Forum culturel aoussien (FCA) tenu samedi dernier au centre de recherche scientifique de l'université de Batna. Intervenant devant un parterre d'universitaires, d'artistes et d'intellectuels, Houria Aïchi a présenté, à cette occasion, aux côtés de son auteur, l'ouvrage biographique *Houria Aïchi, dame de l'Aurès* de Nouredine Saâdi, paru aux éditions Chihab. L'assistance a pu bénéficier d'une séance de l'artiste qui a évoqué son désir d'écrire et d'interpréter des versions "plus abouties et plus modernes" des chansons chaouies tout en conservant l'instrumentation originelle (gasba et bendir) authentiquement propres à la chanson aoussienne. L'auteur de l'ouvrage, Saâdi, a rappelé le parcours et le répertoire de Aïchi qui est "le fruit d'un travail assidu de recherche et de collecte des chants chaouis". Pour lui, la chanteuse qui se distingue par une "présence scénique remarquable" et des performances vocales "extraordinaires", peut aujourd'hui s'enorgueillir d'avoir permis au public de redécouvrir un large pan de l'héritage musical national, celui de la musique chaouie et les différentes sonorités dont elle est porteuse. Sa façon de chanter et son feeling représentent une "créativité neuve, moderne dans l'univers chaoui qui s'inscrit plutôt dans la tradition", a souligné l'auteur de la *Dame de l'Aurès*. Née dans les Aurès, Houria Aïchi, sociologue de formation et artiste par vocation, a perfectionné son art et ses connaissances musicales à Paris (France). Son amour pour la musique et son attachement à ses origines feront naître en elle des ambitions prometteuses pour la préservation et la pérennisation du patrimoine de l'Aurès profond. Le forum culturel aoussien est une manifestation initiée par l'association Amis d'Imedghassen et l'université de Batna. Selon le vice-président de cette association, Kamel Guerfi, ce forum mensuel qui "ouvre des guillemets aux intellectuels dans différents domaines" est un espace de libre expression et une tribune pour les initiatives qui contribuent à la promotion de la culture en Algérie.

R. C.

Festival national de la poésie féminine

## Participation de poétesses des quatre coins du pays

Le 7<sup>ème</sup> Festival national de la poésie féminine s'est ouvert, samedi dernier en fin d'après-midi à l'université Emir-Abdelkader des sciences islamiques de Constantine, offrant l'occasion à des poétesses, venues des quatre coins du pays, d'exprimer leur sensibilité toute féminine. L'amour de la patrie, la beauté de la ville du Vieux rocher et la grandeur de la Révolution, ont constitué les principaux thèmes des

poèmes déclamés par les poétesses lors de la première soirée de ce festival organisé dans le sillage de la commémoration du 60<sup>ème</sup> anniversaire du déclenchement de la Révolution. Prévue du 8 au 13 novembre, la 7<sup>ème</sup> édition du Festival national de la poésie féminine a pour but principal de "rapprocher cette manifestation culturelle de l'université", a souligné la commissaire du festival, Mounira Saâda-Khelkhal, estimant néces-

saire de susciter des débats, des recherches et des études universitaires autour de la poésie féminine. Ce Festival national auquel participeront 44 poétesses venues de 24 wilayas du pays "tend à devenir une tradition bien ancrée dans la ville des Ponts qui s'apprête à accueillir, dans quelques mois, un événement culturel grandiose, en l'occurrence la manifestation "Constantine, capitale de la culture arabe 2015", a souligné, pour sa

part, le représentant de la ministre de la Culture, M. Djamel Foughali. Ce rendez-vous annuel de six jours réunit des poétesses d'expressions arabe, française, anglaise et amazighe, ont souligné les organisateurs, précisant qu'une partie de ce festival sera animée à l'université de Constantine-3. Un hommage a été rendu, lors de la cérémonie d'ouverture de ce festival à trois personnalités littéraires et artistiques, à savoir l'animatrice

Nadia Chouf de la Radio régionale de Constantine, la poétesse Saliha Reggad, de Biskra, et l'artiste, poétesse et scénariste, Mahdjouba Hazourli. Cette manifestation sera également marquée par une exposition dédiée à la création féminine, ainsi qu'à des chants patriotiques avec la participation de l'artiste Mohamed-Fouad Ouamane et de la troupe de Abdeldjalil Akhrout, a-t-on noté.

R. C.

Souffrir passe. Avoir souffert ne passe pas.  
Louise-Marie de France



Le passé appartient au passé. Il ne doit pas jeter son ombre douloureuse sur le présent.

Harry Bernard

Mélanie  
Laurent

## "J'ai l'impression de n'avoir rien fait de ma vie"

Trois ans après *Les Adoptés*, Mélanie Laurent revient au cinéma, derrière la caméra toujours, avec son deuxième film en tant que réalisatrice, *Respire*.

En pleine promotion de son histoire d'amitié destructrice entre ados, Mélanie Laurent se confie au Parisien Magazine et parle en toute intimité de ses doutes, ses débuts, évoque Gérard Depardieu, encense Angelina Jolie et revient sur ses traumatismes d'enfance. Le 12 novembre prochain, sort le deuxième film à la réalisation de Mélanie Laurent, *Respire*. Trois ans seulement après sa première réalisation, Mélanie Laurent est de celle qui ne s'arrête jamais et qui touche à tout. Césarisée en 2006 pour *Je Vais Bien ne t'en fais pas*, starifiée à Hollywood par Quentin Tarantino (*Inglorious Basterds*), poétique sur la scène musicale, *Hypnotic* pour Dior en tant qu'égérie de leur parfum, follement maniaco-dépressive au théâtre (*Promenade de Santé*), écologiste active avec la réalisation d'un documentaire (*Demain*) et bobo affirmée ("Mais, ce n'est pas un gros mot, bobo!") Mélanie Laurent n'a jamais cessé d'enchaîner les projets depuis qu'un certain Gérard Depardieu la révèle au monde du cinéma alors qu'elle n'a que 15 ans. C'est à l'époque une adolescente qui se rêve chanteuse. Alors qu'elle l'accompagne simplement une amie sur le tournage de *Astérix et Obélix contre César*, Gérard Depardieu et ses braies seyantes se dirige droit vers elle et lui dit : "Vous ne voulez pas faire du cinéma". Mélanie Laurent raconte la scène au magazine *Le Monde* : "Je me trouvais à 30 mètres du plateau, je ne comprends pas comment il a fait pour me voir. C'est étrange, car mon rêve n'était pas spécialement d'être actrice. Il m'a dit qu'il ne fallait surtout pas que j'abîme mon naturel dans des cours, afin de garder cet instinct. Comment a-t-il pu voir ça en me parlant deux minutes?". S'en suit, un premier casting - qu'elle juge "catastrophique" - des doutes ("Je ne ferai jamais de cinéma") et enfin le succès. Après seize ans de rôles exigeants et d'affirmation de soit narcissique, aujourd'hui Mélanie Laurent s'exporte Outre-Atlantique et partagera prochainement l'affiche avec Brad Pitt et Angelina Jolie dans *By The Sea*. Mais même ça ne semble pas lui suffire : "Quand je suis avec ces gens-là, j'ai l'impression de n'avoir rien fait de ma vie !" *L'histoire de Respire* : Charlie, une jeune fille de 17 ans. L'âge des potes, des émois, des convictions, des passions. Sarah, c'est la nouvelle. Belle, culottée, un parcours, un tempérament. La star immédiate, en somme. Sarah choisit Charlie.

Première



### BEAUTÉ



Avoir une belle peau qui renvoie une jolie lumière naturelle, c'est possible à condition de l'entretenir tous les jours. Il y a bien évidemment le démaquillage quotidien, mais aussi une petite gym faciale, le rinçage à l'eau froide, sans oublier la cure citron ! Toutes les astuces de pro pour avoir une belle peau en toutes circonstances.

Nettoyer sa peau est un rituel à prendre comme un plaisir. Ce geste quotidien est un moment privilégié pour penser à soi. C'est l'occasion de s'offrir un instant de pur égoïsme pour la paix du corps et de l'esprit.

#### Mon rituel beauté au quotidien

##### LE DÉMAQUILLAGE

Le démaquillage est une étape incontournable pour la santé et la beauté de votre peau. Mais quand vous vous démaquillez les yeux, comment faites-vous ? Vous prenez un coton que vous utilisez pour les deux yeux ? Oui ? Mauvaise réponse ! Quand on se démaquille les yeux, on prend toujours deux cotons distincts, un pour chaque œil. On évite ainsi toute contamination si l'un des deux est malade ou a

## Révéler l'éclat de ma peau au quotidien

une petite infection. Pour un démaquillage en douceur, on pose les cotons sur les yeux et on les fait glisser de l'intérieur vers l'extérieur de l'œil. En ce qui concerne le démaquillage du reste du visage, l'idéal est d'utiliser ses mains, car même le plus doux des cotons peut être allergisant. Enfin, on termine le démaquillage par un rinçage à l'eau claire et froide. Ce geste vivifiant va stimuler votre peau et lui redonner un vrai coup de fouet. Et surtout, l'eau froide apporte une sensation de propreté et de bien-être indispensable. Pour finir, n'essuyez pas votre visage avec une serviette. Ce geste que l'on fait tout naturellement est agressif pour la peau. Pour absorber l'excédent d'eau, munissez-vous de mouchoirs que vous appliquez doucement sur l'ensemble de votre visage.

Le saviez-vous ? Si vous épongez mal l'eau de votre visage, l'eau restée en surface va appeler celle contenue dans les cellules de votre épiderme ce qui va entraîner une déshydratation. On sèche donc correctement son visage.

Une fois votre peau nettoyée, vous pouvez appliquer votre crème de jour ou de nuit (selon le moment de la journée).

##### LE GOMMAGE

Une fois par semaine, on s'accorde une pause beauté un peu plus longue pour gommer son épiderme en douceur. Un gommage par semaine est largement suffisant si l'on ne veut pas affoler les glandes sébacées (productrices du sébum, responsable des peaux grasses brillantes, à problème). Là aussi, on choisit un gommage avec des micro-grains

ultra doux. L'objectif n'est pas de décaper l'épiderme mais bien de le débarrasser de ses cellules mortes qui le ternissent, et cela se fait en douceur. Appliquez votre gommage avec la pulpe des doigts par légers massages circulaires.

Le saviez-vous ? Vous avez des cernes ? Un léger gommage réalisé tous les 15 jours sous le contour de l'œil atténuera cette zone d'ombre qui obscurcit le regard. Mais attention, pour cette partie du visage ultra délicate, on bannit les gommages à grains et on effectue de très légers massages circulaires du bout des doigts.

##### LE MASSAGE

La gymnastique faciale est un vrai plus pour la beauté de votre peau. Au réveil, l'automassage va réveiller et décongestionner votre visage alors que le soir il aura une fonction de détente et de relaxation.

L'astuce de Sophie ? "Placez des billes au réfrigérateur (les billes utilisées par les enfants dans les cours de récréation), vous les utiliserez pour votre automassage. La sensation de froid aura un effet apaisant et décongestionnant immédiat".

##### BOIRE DE L'EAU CHAUDE

L'une des premières habitudes à prendre pour conserver le plus longtemps possible une belle peau : "boire de l'eau chaude". Cela peut paraître étrange" mais comme l'explique Sophie, "Notre organisme est chaud et lui donner de l'eau froide lui demande de l'énergie supplémentaire pour l'assimiler. Résultat : au

fil du temps, l'énergie dépensée par l'organisme

pour assimiler cette eau froide, c'est de l'énergie en moins consacrée à l'éclat de la peau". De plus, l'eau chaude aide au bon fonctionnement du foie et l'on sait bien que foie barbouillé rime avec teint brouillé. Mieux votre foie fonctionne, meilleure sera votre mine. On prend donc l'habitude de boire de l'eau chaude comme préconisé dans la médecine traditionnelle chinoise. Et pour les plus réfractaires, consommez au moins de l'eau à température ambiante.

##### FAIRE UNE CURE JUS DE CITRON

"A chaque changement de saison, pensez à faire une cure de jus de citron pendant trois à quatre jours. Cela détoxifiera votre organisme et rendra votre teint plus lumineux. Il s'agit d'ajouter le jus d'un citron dans votre bouteille d'eau quotidienne. Par contre, on évite de boire du jus de citron au réveil, cela est bien trop agressif pour votre estomac.

##### JE PRATIQUE LA RESPIRATION ABDOMINALE

Tous les soirs, pratiquez 20 respirations abdominales. Cet exercice de relaxation aidera votre organisme à mieux se détoxifier. N'oubliez pas qu'une bonne respiration prend racine dans le ventre et non dans le thorax. Placez donc vos mains sur votre abdomen pour sentir votre ventre se soulever et s'abaisser au rythme des respirations.



**Les DÉBATS**

Quotidien national  
d'information

Édité par la SARL  
MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.78.14.16 -

Fax : 021.78.14.17 - Service Publicité : 021.78.14.17 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

## SPORTS ▶▶

CAN 2015/Après le maintien du report de la CAN par le Maroc

## Hayatou tranchera ce mardi

**C'**est officiel, le Maroc a décidé de maintenir sa position initiale en demandant le report de la Coupe d'Afrique des nations. Elle devrait normalement se dérouler au mois de janvier prochain et le Maroc refuse de l'abriter pour cause d'Ebola de crainte que ce virus ne se propage à l'occasion de ce rendez-vous africain. Le ministre des Sports marocain, Mohamed Ouzzine, a annoncé, dans un communiqué tard dans la soirée d'avant-hier, la décision définitive de son pays de demander encore une fois le report jusqu'en 2016. Malgré les menaces de la CAF, le royaume chérifien a maintenu sa position, ce qui l'expose à de lourdes sanctions de la part de la Confédération africaine. Celle-ci devrait se réunir, demain au Caire, pour prendre une décision finale et donner suite à la proposition du Maroc. L'organisation de la CAN sera soit annulée soit organisée dans



un autre pays. Mais le temps est assez court et il sera difficile de l'organiser. Ainsi, on parle de la candidature de deux pays, le Nigeria et l'Angola, qui avouent qu'ils sont prêts à abriter ce rendez-vous après la décision du Maroc de ne pas l'organiser au temps voulu.

Le Nigeria est le plus apte à organiser cette compétition. Ce pays a construit de nouveaux stades que le patron de la CAF, M. Hayatou, devrait inaugurer dans les prochains jours. L'essentiel est que l'institution africaine ne compte pas rester les bras croisés, suite à l'affront marocain et devra réagir pour sauver la vitrine du football africain, qui reste la CAN, surtout que tout avait été ficelé déjà avec les sponsors. Tout se décidera donc lors de la réunion de ce mardi au Caire, qui sera certainement décisive pour la balle ronde africaine.

Imad M.

### Mondial-2015 de handball Zeguili : «Il faut attendre l'officialisation du pays remplaçant pour se prononcer»

■ Le sélectionneur de l'équipe algérienne de handball, Réda Zeguili, s'est abstenu, samedi, de commenter le retrait des Emirats arabes unis, l'un des adversaires des Verts au Mondial-2015 au Qatar (15 janvier-1er février), estimant qu'il faudra attendre le pays remplaçant pour le faire. «Le moment n'est pas opportun de le faire, il faudra attendre l'officialisation du pays remplaçant. La préparation se poursuit le plus normalement du monde», a indiqué le coach du Sept national à la division médias de la Fédération algérienne de handball (FAHB) qui lui demandait son avis sur ce retrait. Qualifiés pour la première fois de leur histoire à une phase finale d'un Mondial en tant que quatrièmes du continent asiatique, les Emirats devaient évoluer dans le groupe C aux côtés de l'Egypte, de l'Algérie, de la France, de la Suède et de la République tchèque. Le président de la Fédération émiratite de handball, Majed Soltane a indiqué que la fédération a envoyé une correspondance à la Fédération internationale de handball (IHF), dans laquelle elle l'informe officiellement de sa décision de se retirer du Mondial-2015, tout en refusant d'expliquer les motifs. Mais pour la presse locale, c'est surtout pour «des raisons techniques, une préparation insuffisante et la peur d'encaisser de gros cartons».

### Coupe du monde des clubs 2014 Six trios d'arbitres retenus par la FIFA

■ La Fédération internationale de football (FIFA) a retenu six trios d'arbitres dont un africain pour officier les matchs de la Coupe du monde des clubs 2014 prévue du 10 au 20 décembre au Maroc. Le trio arbitral africain est dirigé par l'Ivoirien Noumandiez Doue assisté de son compatriote Songuifolo Yéo et du Burundais Jean-Claude Birumushahu. La 11e édition du mondial des clubs qui se déroulera à Rabat et Marrakech, regroupera sept équipes dont l'ES Sétif, récent vainqueur de la Ligue des champions d'Afrique 2014. Outre l'ES Sétif, les six autres équipes devant prendre part à cette compétition sont: Real Madrid (Espagne), Auckland City (Nouvelle Zélande), le Moghreb Tétouan (Maroc), Cruz Azul Football (Mexique), San Lorenzo (Argentine) et les Wanderers Sydney (Australie). Le représentant algérien affrontera en quarts de finale du Mondial-2014, le 13 décembre à Rabat, le vainqueur de la première rencontre entre le Moghreb Tétouan (Maroc) et Auckland City (Nouvelle Zélande).

### Ligue 1 Mobilis (10<sup>e</sup> journée)

## L'USMH prend la tête

■ L'USM Harrach a pris les commandes du championnat de Ligue 1 Mobilis de football grâce à sa victoire contre l'ex-leader le MO Béjaïa (2-1) dans l'affiche de la 10<sup>e</sup> journée, tandis que le CR Belouizdad s'est imposé face au MC Alger (2-0) dans le derby de la capitale, vendredi et samedi. L'USMH a donc délogé le MOB de sa première place au classement en lui infligeant au passage sa première défaite de la saison (2-1). Les hommes de Abdelkader Yaïch qui restaient sur une victoire en déplacement contre l'ASM Oran (3-1) ont enchaîné un second succès. Des réalisations de Kenniche (24') et Abeid (49'), dont c'est le cinquième but, ont permis aux Harrachis de signer leur sixième victoire en 10 matches. A l'opposée, le MOB, vaincu jusque-là a essuyé sa première contre performance de la saison et glisse à la deuxième place à une longueur du leader. La bonne opération de la journée est l'oeuvre du MC Oran qui s'est propulsé sur le podium pour la première fois depuis plusieurs années après sa victoire aux forceps contre l'ASO Chlef (1-0) grâce à un but de Hichem Cherif à l'ultime minute. De son côté, l'USM Alger a enregistré son deuxième succès de suite à l'occasion de la réception du promu l'USM Bel-Abbès, qui demeurerait pourtant sur une série de quatre matches sans défaite. Le latéral Brahim Boudebouda a été l'artisan de la victoire usmiste avec son doublé. Avec ce

résultat, le champion d'Algérie sortant se hisse à la quatrième place en compagnie du CS Constantine à trois longueurs de l'USMH. Les Constantinois en quête d'un succès depuis trois journées ont été accrochés sur leur pelouse par la JS Saoura (0-0). L'autre fait marquant de cette journée, est le nul décroché par l'ES Sétif face à la JS Kabylie (1-1) une semaine à peine après sa consécration en finale de la Ligue des champions d'Afrique contre l'AS Vita Club. Les Canaris qui ont mené au score grâce à un but de Youcef Khodja ont été surpris par une égalisation de Dagoulou en fin de partie. L'ASM Oran est revenue pour sa part, bredouille de son déplacement à Larbaâ en s'inclinant sur un penalty de Mokdad à la 55<sup>e</sup> minute. Une victoire qui permet au RCA de rejoindre son adversaire du jour à la place. Le derby de la capitale entre le CR Belouizdad et le MC Alger est revenu aux Rouge et Blanc grâce aux buts de Khelili (17') et Cherfaoui (74'). Une seconde victoire de suite pour les protégés d'Alain Michel lesquels remontent au milieu de tableau (13 points). En revanche, rien ne va plus au MCA, désormais premier relegable après cette nouvelle défaite, la troisième consécutive. Les jours de l'entraîneur Boualem Charef sont désormais plus que comptés. En bas de classement, le NA Hussein-Dey, qui restait sur une belle série, est tombé face au MC El-Eulma (2-0) et reste scotché

à l'avant dernière place avec un point d'avance sur le dernier l'ES Sétif qui compte trois matches en moins.

#### Résultats et classement :

JS Kabylie - ES Sétif	1-1
USM Alger - USM Bel-Abbès	2-0
USM Harrach - MO Béjaïa	2-1
RC Arbaâ - ASM Oran	1-0
CR Belouizdad - MC Alger	2-0
CS Constantine - JS Saoura	0-0
MC Oran - ASO Chlef	1-0
MC El-Eulma - NA Hussein-Dey	2-0

	Pts	J
1. USM Harrach	18	10
2. MO Béjaïa	17	10
3. MC Oran	16	10
4. USM Alger	15	10
— CS Constantine	15	10
6. JS Kabylie	14	10
— MC El-Eulma	14	10
8. ASM Oran	13	10
— USM Bel-Abbès	13	10
— RC Arbaâ	13	10
— CR Belouizdad	13	10
12 JS Saoura	12	9
13. ASO Chlef	10	9
14. MC Alger	9	9
— NA Hussein-Dey	9	10
16. ES Sétif	8	7

## Aït Djoudi remercié, Charef et Garzitto sur la sellette

■ L'entraîneur Azeddine Aït Djoudi a été démis de ses fonctions par la direction du NA Hussein-Dey, a indiqué cette dernière dimanche sur son site internet après la défaite, la veille, sur le terrain du MC El-Eulma (2-0), pour le compte de la 10e journée du championnat de Ligue 1 algérienne de football. Deux autres entraîneurs devraient également faire les frais de leurs défaites dans cette journée, à savoir, Boualem Charef (MC Alger) et Diego Garzitto (CS Constantine). Aït Djoudi, dont la démission a été rejetée il y a quelques semaines, devient le septième coach de la Ligue 1 à partir ou à être remercié par son club. La JS Saoura, le RC Arbaâ, l'ASO Chlef, le MC Oran, le CR Belouizdad et la JS Kabylie ont tous changé d'entraîneurs. Charef et Garzitto devraient connaître le même sort que Aït Djoudi dans les prochaines heures. Le premier n'arrive plus à gagner depuis cinq journées, voyant son équipe, le MCA, végéter dans les profondeurs du tableau, alors que le second est carrément accusé par la direction du CS Constantine d'être responsable des derniers résultats négatifs des Sanafir, qui n'ont pas goûté à la victoire depuis quatre journées.



### Al Fujairah

## Bougherra rêve de rejouer pour les Rangers à nouveau

■ Le footballeur international algérien d'Al Fujairah (Emirats arabes unis), Madjid Bougherra, a révélé qu'un de ses «rêves» avant de rattrapper les crampons était de porter encore une fois les couleurs de son ancien club

écossais, les Glasgow Rangers. «Ce serait vraiment formidable de retrouver, ne serait-ce qu'une fois, cette ambiance si particulière au football britannique», a déclaré le défenseur de 32 ans au journal local *Gulf News*.

Bougherra avait quitté le championnat écossais en 2011 pour rejoindre le champion en titre du Qatar de l'époque, Lakhwiya, à partir duquel il a rallié l'été dernier la formation d'Al Fujairah, où évolue son compatriote Hassan

Yebda. «J'ai éprouvé une très grosse déception lorsque Glasgow Rangers a été rétrogradé en division inférieure, car il ne le méritait pas, mais à présent, je ne crains plus pour lui», a jouté le capitaine des Verts. Madjid

Bougherra a passé quatre saisons chez les Glasgow Rangers, pendant lesquelles il a remporté cinq titres. Il était également très apprécié des supporters écossais, qui d'ailleurs l'avaient surnommé «Magic».



Discours du souverain marocain

## Le ministre des AE sahraoui dénonce un discours "suicidaire"

Le ministre des Affaires étrangères sahraoui, Mohamed Salem Ould Salek, a dénoncé, dimanche dernier à Alger, le discours prononcé jeudi dernier par le souverain marocain, Mohamed VI, affirmant qu'il s'agissait d'un "discours suicidaire dénotant l'isolement du Maroc".

"Le Maroc a toutes les caractéristiques d'un Etat colonial" et ses tentatives de se dérober aux engagements et décisions s'ont mis dans un état d'isolement sans précédent et en confrontation avec les instances internationale des droits de l'homme", a soutenu M. Ould Salek dans une conférence de presse au siège de l'ambassade sahraoui.

Sa politique de corruption et de chantage et de création de lobbies dans plusieurs capitales a été vaine, a-t-il ajouté.

Le chef de la diplomatie sahraoui a fait état d'informations et de documents qui révèlent au grand jour l'implication du régime marocain dans des scandales de corruption avec des instances onusiennes, des organisations internationales et des gouvernements soutenant ses thèses ainsi que les entraves qu'il met au travail de nombre d'organisations et rapporteurs de l'ONU.

"Le discours du souverain marocain bat en brèche le crédit des motifs et prétextes avancés par ceux qui, au conseil de sécurité et ailleurs, se sont employés à faire accroire à la communauté internationale que la partie marocaine coopérait aux démarches visant une solution pacifique, juste et honnête garantissant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination", a encore estimé le responsable sahraoui.

Pour le ministre sahraoui, le désengagement du Maroc vis-à-vis des décisions de la légalité internationale et les entraves faites à l'action de l'ONU pour la décolonisation du Sahara occidental, dernière colonie en Afrique, "dévoilent l'entêtement exprimé par le souverain marocain dans son dernier discours et mettent la communauté internationale, notamment le Conseil de sécurité devant leurs responsabilités historiques".

Revenant au processus de négociations entre les parties marocaine et sahraoui, M. Ould Salek a souligné que le Front Polisario "demeure attaché au règlement pacifique de la question sahraoui, en dépit de la pression exercée par les Sahraouis pour le retour à la lutte armée pour arracher la liberté et l'indépendance".

Le responsable sahraoui a souligné que face à l'inertie de la communauté internationale et au non-respect par le Maroc des décisions de la légalité internationale, le peuple sahraoui "n'aura d'autre choix que de retourner à la lutte armée".

M. Ould Salek a adressé un appel "pressant" à l'UA et à l'ONU, notamment les membres du conseil de sécurité pour assumer leurs responsabilités et mettre fin au processus de décolonisation du Sahara occidental afin de permettre au peuple sahraoui qui "a réagi avec responsabilité et sagesse aux efforts louables de l'organisation internationale", d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance.

La question sahraoui connaît aujourd'hui "une évolution positive quand bien même le rythme demeure lent", a-t-il souligné.

Reda A.



En raison des mauvais résultats en championnat

## Vahid Halilhodzic limogé par Trabzonspor



Vahid Halilhodzic club turc a décidé de se n'est plus l'entraîneur de séparer de l'ancien sélectionneur des Verts, rapporte Trabzonspor. Le France Football. La déci-

sion a été annoncée avant-hier soir par le club turc. Ce limogeage semble être lié aux résultats décevants de Trabzonspor en Süper Lig turque où il occupe la 12<sup>e</sup> place au classement, après huit journées de championnat, rapporte le journal électronique TSA.

Vahid Halilhodzic avait rejoint Trabzonspor l'été dernier, après avoir réussi à qualifier l'Algérie en 8<sup>èmes</sup> de finale du Mondial 2014 au Brésil.

Une première historique pour la sélection algérienne. Le technicien bosnien avait refusé de renouveler son contrat à la tête des Verts, en dépit d'une demande du président Abdelaziz Bouteflika.

Après le spectaculaire déraillement de train

## Reprise du trafic ferroviaire

Le trafic ferroviaire a repris hier sur toutes les lignes du réseau de la Sntf, après le déraillement d'un train de voyageurs mercredi dernier à la gare de Hussein Dey, qui a fait un mort et plusieurs dizaines de blessés, a annoncé une source responsable à la direction de l'entreprise. Le directeur général de la Sntf, M. Yacine Bendjaballah, a souligné dans une déclaration à la Radio nationale que le trafic ferroviaire a repris sur tout le réseau national, que ce soit "pour les trains électriques que pour ceux fonctionnant au diesel".

L'accident du "AC33", qui a déraillé en entrant à la gare de Hussein Dey, a fait un mort, une femme âgée de 55 ans et plusieurs dizaines de blessés, dont le mécanicien, qui conduisait ce train.

Les opérations de dégagement de la voie, entamées jeudi dernier au lendemain du sinistre, ont été achevées samedi dernier, a

précisé M. Bendjaballah.

Selon les premiers éléments de l'enquête déclenchée par le ministère des Transports, la vitesse du train, au moment de son aiguillage était très supérieure à la normale, soit 130 km/h au lieu des 30 km/h.

Un rapport préliminaire de cette commission souligne qu'"il semblerait et suite aux premières lectures et analyses des enregistreurs des données de circulation du train (boîtes noires), que le déraillement était causé par la vitesse élevée du train au moment de son engagement sur la voie déviée, qui a été enregistrée à 108 km/h alors que la vitesse requise sur une voie déviée est limitée à 30km/h".

La commission d'enquête a également relevé que "la voie ferrée et les installations de sécurité étaient en bon état de fonctionnement" et la "visibilité des signaux était bonne".

G. H.

Setif

## Un mort et trois blessés dans une explosion de gaz

Une personne âgée de 73 ans a trouvé la mort et trois autres ont été blessées à la suite d'une explosion de gaz survenue samedi dernier en début de soirée dans une habitation individuelle située à l'entrée de la localité de Salah-Bey, un chef-lieu de daïra distant de 40 km au sud de Sétif, a-t-on appris auprès de la Protection civile.

La déflagration a très fortement endommagé l'habitation en question dont le plancher

s'est effondré, provoquant la mort sur le coup de la victime que les éléments de la Protection civile ont retirée des décombres au bout d'intenses efforts, selon la même source qui a ajouté que des maisons situées dans le voisinage ont également subi des dégâts (vitres brisées et murs fissurés). Les trois blessés, en état de choc, ne sont que "légèrement atteints", a-t-on également indiqué, ajoutant que les recherches étaient en cours dans la

soirée pour s'assurer qu'aucune autre victime n'était prisonnière des débris de l'habitation qui a été "quasiment détruite". Une cinquantaine d'éléments, quatre ambulances médicalisées et d'autres équipements spéciaux ont été déployés par la Protection civile pour les opérations de secours menées sous la supervision du directeur de wilaya de ce corps qui s'est déplacé sur les lieux.

R. N.

## ACTU...

Il se renverse et tue son conducteur à Guelma

## Un poids lourd endommage plusieurs tombes

Un camion s'est renversé, samedi dernier sur la RN20 (Guelma-Constantine), près de Hammam-Debagh, tuant son conducteur et endommageant 15 tombes du cimetière des chouhada qu'il a percutées, a-t-on constaté.

Le poids lourd qui été chargé de sable de carrière a tué sur le coup son conducteur âgé de 54 ans, puis a percuté, en se renversant, le mur d'enceinte du cimetière des chouhada de Hammam Debagh en détruisant 15 tombes, ont expliqué les responsables de la Protection civile. Les autorités de la wilaya et le directeur des moudjahidine se sont déplacés sur les lieux où ils ont affirmé que les dégâts causés par le camion dans le cimetière seront réparés dans les meilleurs délais possibles. Selon les premiers éléments de l'enquête diligentée par les services compétents, cet accident est dû à une défaillance du système de freinage de ce véhicule lourd, engagé dans une forte pente. R. R.

Cherchell

## La sculpture de la famille royale saccagée

L'auteur du saccage, samedi dernier, de parties de la copie de la sculpture de la famille royale "Maurétanie Césarée", ornant le jet d'eau de la place publique de Cherchell (Tipasa), classée monument national, a été identifié par des éléments de la Sûreté de daïra de Cherchell, a-t-on appris auprès de la Sûreté de wilaya.

Les services de la police judiciaire de Cherchell ont enquêté sur la "destruction volontaire, très tôt ce matin, d'un bien culturel de l'Etat représenté par une sculpture romaine ornant le jet d'eau de la ville de Cherchell par une personne souffrant de troubles psychiques", a indiqué la même source.

La source a signalé que la personne en question est connue des services locaux comme quelqu'un souffrant de troubles psychiques. Ces troubles l'ont poussé, en 2011, à commettre le même délit pour lequel le procureur de la République, territorialement compétent a été informé afin d'engager la procédure légale nécessaire. De son côté, le directeur de la culture, Zebda Djilali, a signalé que ses services ont engagé les procédures pour expertiser le lieu du crime et pour se constituer partie civile dans cette affaire aux côtés de l'Assemblée communale de Cherchell, car le jardin est classé monument national protégé.

En 2011, la commune de Cherchell avait procédé à la restauration de la copie de cette sculpture, remontant à l'ère coloniale, lorsque des sculpteurs ont réalisé des copies de statuettes de la famille royale "Maurétanie Césarée", dont l'original se trouve au Musée national de la wilaya, a expliqué M. Zebda.

B. T.